

# Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

JUILLET/AOÛT 2022 - N°017 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



Moov Africa  
Gabon Telecom

er  
EN AFRIQUE CENTRALE

LE MEILLEUR DU TRÈS HAUT DÉBIT **500** Mb/s  
MoovBOX  
moov-africa.ga

Interview

## Alexis Lamek Ambassadeur de France au Gabon

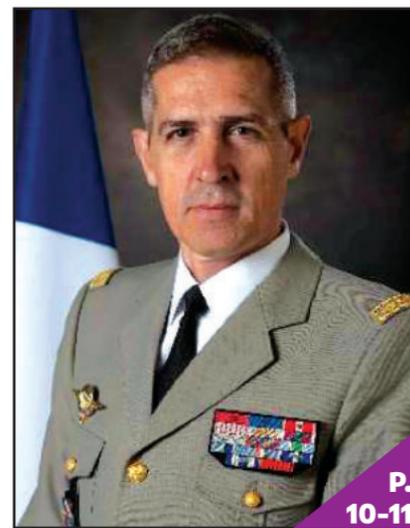


### AMBASSADE DE FRANCE COOPÉRATION BILATÉRALE FRANCE – GABON : UNE PROGRESSION CONSTANTE

La coopération bilatérale entre la France et le Gabon est un sujet très souvent évoqué dans les salons. Qualifiée de spéciale, la teneur de cette relation est fondée sur un solide climat de confiance...

P.  
4-8

### Essentiels



**François-Xavier Mabin** général de l'armée française commandant les éléments français au Gabon

Depuis 1975, le 6<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de marine, communément appelé le 6<sup>e</sup> BIMA, est implanté au camp de Gaulle à la périphérie de Libreville. En 2014, les forces françaises ont pris l'appellation d'éléments français au Gabon (EFG)...

P.  
10-11



**Sobraga s'adapte et adopte des modes de production plus responsables**

Fondée en 1966 à Libreville, la Sobraga ouvre des unités de production successivement en 1971 à Franceville, en 1972 à Port-Gentil...

P.  
12-13



**Avantis présente Africa United Airlines : De l'hélicoptère à l'avion**

Cette nouvelle compagnie aérienne gabonaise aux ambitions régionales et internationales réunit des hommes fiers de leur culture africaine...

P.  
16

**ADS**  
ASSISTANCE  
DÉPANNAGE SERVICES

Remorquer  
nous fait avancer

24/7

DÉPANNAGE  
ET RÉMORQUAGE  
DE VÉHICULES  
SUR TOUT LE  
GRAND LIBREVILLE



✓ REMORQUAGE

✓ RÉPARATION

✓ ASSISTANCE ROUTIÈRE

✓ ET BIENS D'AUTRES...

☎ 077 37 45 37



www.adsgabon.com



info@adsgabon.com

# LES MÉCANICIENS EXPERTS DU MONDE ENTIER CHOISISSENT **SHELL HELIX**



**AUCUNE AUTRE HUILE NE NETTOIE  
MIEUX VOTRE MOTEUR**



Shell  
**HELIX ULTRA**  
with **PUREPLUS** Technology

# Édito

## LES DÉPARTS EN CONGÉS ANNUELS SONNENT L'HEURE DES GRANDES MIGRATIONS

De quoi justifier cette double édition des Échos de l'Éco composée de 24 pages et dédiée à la coopération bilatérale franco-gabonaise opérée depuis presque un an par Monsieur Alexis Lamék, son ambassadeur. Pour la cohérence de ce sujet principal, il m'a semblé opportun de demander à Monsieur François-Xavier Mabin, général et commandant les éléments français du Gabon (EFG), de nous présenter ses missions et l'intérêt qu'elles représentent pour le Gabon. Me rapprocher de quelques acteurs économiques implantés depuis un certain nombre d'années au Gabon m'est apparu évident. Sobraga, société bien connue pour sa discrétion en termes de communication extérieure, a bien voulu se livrer à l'exercice des questions-réponses et n'a refusé aucun sujet proposé.

Le mois de juin a été riche en forums et autres salons professionnels. Je veux parler du Cian (conseil français des investisseurs en Afrique), de Vivatech, le rendez-vous des startups de l'innovation, tous deux organisés à Paris, ainsi que l'Africa CEO Forum d'Abidjan. Nos ministres et directeurs généraux se sont retrouvés pour défendre et faire valoir l'intérêt d'investir au Gabon.

Les premiers résultats du PAT (Plan d'accélération de la transformation) portent d'ores et déjà leurs fruits. Des délégations étrangères sont attendues dès la rentrée. À l'heure où nous imprimons, l'OIF reçoit et organise la 2<sup>e</sup> mission économique et commerciale de la Francophonie, organisée à Libreville. Nous reviendrons sur l'ensemble de ces sujets dès le mois de septembre. L'attractivité pour le Gabon n'est pas à mettre en doute, d'autant que la récente adhésion du pays au Commonwealth constitue encore un atout supplémentaire.

Par ailleurs, la Banque mondiale rédige et rendra un rapport fin juillet dans lequel elle dresse un tableau fort élogieux de la Zlecaf qui devrait accroître la richesse du continent de 450 m<sup>ds</sup> de dollars US. Malheureusement, la valeur potentielle de cette zone de libre-échange panafricaine peine à s'exprimer.

Les Échos de l'Éco sont un vecteur d'information et nous acceptons volontiers la diffusion de publiédactionnels. Grâce à cette méthode, Africa United Airlines se présente à notre lectorat et nous informe de son entrée dans le ciel aérien gabonais depuis Libreville vers deux principales destinations domestiques : Port-Gentil et Franceville. Mais ce n'est apparemment qu'un début ! De son côté, Air France innove et offre aux familles une nouvelle carte Flying blue family qui présente des avantages non négligeables. Je vous laisse les découvrir pour mieux en profiter !

Je ne peux terminer cet éditto sans vous souhaiter de très agréables vacances. Prenez soin de vous. Bonne lecture et rendez-vous en septembre.

Anne-Marie Jobin

### DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin  
echosdeleco@gmail.com  
(+241) 062 18 77 18

### RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

### INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella - Studio Pixel

### ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala  
(+241) 066 06 94 98

### RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

### INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco  
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001  
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021  
Ministère de la Communication  
N°: AT\_MC00001/2021

### PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

### IMPRESSION



# Sommaire



### AIR FRANCE : DU NOUVEAU DU CÔTÉ DE FLYING BLUE !

Flying Blue, le programme de fidélité d'Air France et KLM, annonce plusieurs nouveautés en faveur des familles et des jeunes à l'approche des congés d'été.

P.14

### BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT : ANALYSE SECTORIELLE

La Banque africaine de développement, en collaboration avec le gouvernement gabonais, a organisé à Libreville, fin juin, des consultations nationales sur la note de diagnostic pays et le document de stratégie pays pour la période 2016-2022...



P.17



### « CHALLENGE STARTUPPER DE L'ANNÉE » PAR TOTALENERGIES : TROIS PROJETS RÉCOMPENSÉS

Les lauréats de l'édition 2022 du « Challenge Startupper de l'Année » organisé par la compagnie TotalEnergies ont été distingués lors d'une cérémonie de remise des prix le jeudi 14 avril à l'immeuble GML...

P.18

### CEO FORUM - OIF - VIVATECH... LE GABON PRÉSENT À TOUS LES RENDEZ-VOUS

13 et 14 juin 2022 - Abidjan - Africa CEO Forum - Le rendez-vous annuel du secteur privé africain le plus important porte la voix des leaders économiques dans les grands débats structurants pour les économies africaines...



P.21



### VIVATECH : LE PLUS GRAND ÉVÉNEMENT EUROPÉEN DÉDIÉ AUX STARTUPS ET AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

Du 15 au 18 juin, ce salon organisé au centre de Paris a réuni l'ensemble des acteurs qui font bouger l'économie et la société : startups, industriels, grands groupes, investisseurs, chercheurs, mais aussi des organismes publics, des écoles...

P.21

INTERVIEW DE MONSIEUR ALEXIS LAMEK  
AMBASSADEUR DE FRANCE AU GABON

## COOPÉRATION BILATÉRALE FRANCE - GABON : UNE PROGRESSION CONSTANTE

La coopération bilatérale entre la France et le Gabon est un sujet très souvent évoqué dans les salons. Qualifiée de spéciale, la teneur de cette relation est fondée sur un solide climat de confiance. L'antériorité des différentes collaborations, qu'elles soient d'ordre diplomatique, économique, culturel... n'est pas étrangère à cette complicité. La présence de la France est appuyée aussi par les éléments français au Gabon (EFG), conformément aux accords de défense signés en 1960, confirmés en 2011 et renouvelés en 2019. Autre paramètre marquant : chaque année, la France accueille quelque 3 000 étudiants gabonais (hommes et femmes) dont bon nombre bénéficient d'une bourse d'études pour suivre leur cursus. La contribution de l'Agence française de développement (AFD) est également notable. Cette institution mène des actions qui visent à appuyer techniquement et financièrement la mise en œuvre des politiques sectorielles définies par le gouvernement gabonais. L'AFD intervient dans le développement de 16 secteurs. L'ambassadeur de France en poste depuis le mois d'octobre 2021, Monsieur Alexis Lamek, nous a reçus, a répondu à nos questions et nous a orientés vers les responsables des différents services qui composent l'ambassade.

### Alexis Lamek

18<sup>e</sup> ambassadeur de France au Gabon  
Conseiller des affaires étrangères hors classe (Orient)  
Né le 25 janvier 1966

#### Carrière : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

- 18 octobre 2021 : remise des lettres de créance à son excellence Ali Bongo Ondimba, président de la République du Gabon ;
- Septembre 2021 : nommé ambassadeur, haut représentant de la République française au Gabon ;
- 2019 – 2021 : directeur général adjoint à la Direction générale des affaires politiques et de sécurité ;
- 2017 – 2019 : directeur des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie ;
- 2013 – 2017 : représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations unies à New York ;
- 2011 – 2013 : directeur adjoint des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie ;
- 2010 – 2011 : sous-directeur des affaires politiques à la Direction des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie ;
- 2006 – 2010 : deuxième conseiller, conseiller culturel à Tokyo ;
- 2003 – 2006 : deuxième puis premier conseiller à Téhéran ;
- 2000 – 2003 : premier secrétaire à la Mission permanente des Nations unies à New York, chargé des affaires africaines ;
- 1997 – 2000 : chargé de mission Afrique à la Direction des Nations unies et des organisations internationales ;
- 1996 – 1997 : deuxième secrétaire à Tokyo ;
- 1993 – 1996 : troisième secrétaire à Tokyo ;
- 1993 : entrée au ministère des Affaires étrangères.

#### Formation

- 1992 : diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris ;
- 1988 : licence de langues vivantes étrangères (japonais) à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) ;
- 1987 : diplôme de l'Inalco (persan).

### QUESTIONS DIPLOMATIQUES

**EE** Excellence, Monsieur Alexis Lamek, à la découverte de votre parcours diplomatique, nous observons que l'Afrique est pour vous une destination nouvelle. En effet, vous avez exercé à des niveaux différents en Iran, en Asie et aux Nations unies. Après neuf mois d'exercice en qualité d'ambassadeur en terre africaine, et très précisément au Gabon, quelles sont vos premières analyses ?

J'ai en effet beaucoup travaillé sur les questions multilatérales, en tant que représentant permanent adjoint de la France à l'Onu à New York, puis comme directeur des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'Homme et de la francophonie au Quai d'Orsay.

Cela dit, à New York, j'avais la responsabilité de dossiers qui concernaient les pays d'Afrique centrale. Je suivais notamment les actions et l'évolution de la Mission



●●● Alexis Lamek, ambassadeur de France au Gabon

de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), première mission onusienne en termes de moyens et d'effectifs. Mes fonctions m'ont permis d'effectuer plusieurs missions en Afrique centrale, mais également en Afrique de l'Ouest. Le continent africain ne m'est donc pas totalement inconnu.

Après avoir été directeur général adjoint des affaires politiques et de sécurité à Paris, j'ai souhaité à nouveau travailler sur les questions en lien avec l'Afrique, en résidant cette fois-ci pleinement sur le continent. Car j'ai la forte conviction que dans le monde complexe et incertain dans lequel nous évoluons, l'Afrique, dans sa diversité, a un rôle central à jouer. Je pense en particulier au défi climatique qui concerne l'humanité dans son ensemble et face auquel aucune solution durable ne saurait se trouver sans l'Afrique.

J'ai été nommé ambassadeur de France au Gabon en septembre 2021. C'est pour moi un honneur immense au regard des liens historiques et d'amitié entre nos deux pays. Et je sais combien le Gabon compte et comptera dans la résolution des problèmes globaux tels que le réchauffement climatique. Je ne cesserai de mettre toute mon expérience et mon énergie à travailler aux côtés des partenaires gabonais, tant sur le plan bilatéral qu'au niveau multilatéral, le Gabon étant actuellement membre du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

Mes premiers mois m'ont permis de pérenniser les actions menées par mon prédécesseur qui n'a eu de cesse d'œuvrer au renforcement de notre relation bilatérale. Ils m'ont également permis de mettre en place de nouveaux partenariats, en particulier

dans la promotion de l'égalité femmes-hommes, priorité politique que le Gabon et la France partagent. Travailler à renforcer, diversifier et enrichir notre relation bilatérale et nos partenariats est ma priorité.

Travailler en lien étroit avec le Gabon, membre du Conseil de sécurité des Nations unies pour deux ans, sur des sujets aussi graves que la paix et la sécurité en Afrique et en Europe ou la lutte contre le terrorisme, est mon autre priorité. Ces sujets font partie de nos défis communs que nous continuerons à traiter ensemble aux Nations unies.

Parmi ces défis, je prendrai l'exemple de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie : ce sujet est une des priorités de l'agenda des Nations unies. Les conséquences de l'agression russe, tant sécuritaires qu'humanitaires ou économiques,



●●● Présentation de la remise des lettres de créance à la CEEAC

ne se limitent pas au continent européen : elles nous affectent tous. Sur le plan économique, je sais aussi combien la question de la hausse des prix des biens de consommation de base nous préoccupe, tant en France qu'ici au Gabon.

Face à une insécurité alimentaire extrêmement pénalisante pour plusieurs pays d'Afrique, je sais que la France peut compter sur le Gabon pour encourager des solutions visant à en atténuer les effets à court terme. Parmi celles-ci figure l'initiative Food & Agriculture Resilience mission (Farm) que la France, en sa qualité de présidente du Conseil de l'Union européenne, a promue en mars dernier. Cette initiative vise à assurer la sécurité alimentaire des pays les plus vulnérables par des propositions concrètes, élaborées avec nos partenaires internationaux, notamment l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Programme alimentaire mondial (Pam) et le Fonds international de développement agricole (Fida).

Ces propositions sont organisées selon trois piliers : un pilier commercial, pour apaiser les tensions sur les marchés agricoles ; un pilier de solidarité, pour atténuer rapidement les effets de la guerre en Ukraine, notamment de la baisse potentiellement durable des volumes exportés par l'Ukraine, dont dépendent de nombreux pays d'Afrique ; un pilier visant à développer la production agricole dans les pays les plus concernés. Je n'entrerai pas dans les détails techniques de ces trois piliers, mais souhaite juste rappeler que cette initiative portée par la France vise à accompagner ses partenaires, notamment africains, à traverser cette crise multiforme et mondiale qu'a provoquée l'agression de l'Ukraine par la Russie.

**EE La coopération civile entre la France et le Gabon est dense (éducation, environnement, recherche scientifique, etc.). Comment caractérisez-vous les relations diplomatiques entre la France et le Gabon ?**

Une relation diplomatique, ce sont des liens politiques faits d'accords et de traités. Ce sont aussi des visites et des rencontres officielles, des partenariats économiques et culturels. Compte tenu de ces critères, notre relation bilatérale est indéniablement étroite.

Mais notre relation va au-delà des liens institutionnels. Il s'agit d'une relation spéciale faite d'une histoire et d'une langue communes, mais aussi d'un lien d'amitié indéfectible entre nos peuples. C'est un lien immatériel qui reste intangible. Il y a ainsi une francophilie indéfectible au sein de la population gabonaise. Il y a aussi un « désir de Gabon » chez les Français, tant chez les expatriés que parmi les opérateurs économiques. Signe de cette proximité, la France et le Gabon comptent un grand nombre de binationaux.

**EE Depuis toujours, le Gabon et la France entretiennent une relation marquée par des échanges qualifiés d'étroits. Quelles en sont les évolutions ?**

Les échanges sont de natures différentes : politiques et diplomatiques, mais aussi culturels, universitaires, scientifiques et économiques.

Au niveau politique, des échanges ont lieu régulièrement, en dépit de la pandémie de covid-19 qui a littéralement figé le monde pendant plus d'un an. Ainsi, récemment, le 14 juin, la ministre gabonaise de la Défense nationale, Mme Félicité Ongouori Ngoubili, s'est entretenue avec le ministre des Armées, M. Sébastien Lecornu, à Paris ;

en avril, M. Hugues Mbadinda Madiya, ministre de la Promotion des investissements, des Partenariats public/privé, chargé de l'amélioration de l'environnement des affaires, a échangé à Paris avec M. Franck Riester, ministre délégué chargé du commerce extérieur. En novembre 2021, nos deux présidents se sont entretenus à l'Élysée. Juste avant, nos deux ministres des Affaires étrangères d'alors s'étaient rencontrés à Paris à deux reprises, en juin et en septembre.

En sens inverse, nous avons eu une série inédite de visites au Gabon de parlementaires français : celle de membres du groupe d'amitié France-Gabon de l'Assemblée nationale française emmenée par son président M. Jean Terlier, en décembre 2021 ; celle de parlementaires venus participer au Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) réuni en janvier 2022 à Libreville ; enfin celle d'une délégation conduite par la présidente de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, Mme Françoise Dumas, en février 2022.

Enfin, nous attendons la venue au Gabon de Mme Chrysoula Zacharoupolou, secrétaire

*Notre relation va au-delà des liens institutionnels. Il s'agit d'une relation spéciale faite d'une histoire et d'une langue communes, mais aussi d'un lien d'amitié indéfectible entre nos peuples.*

jamais cessé, même au plus fort de la crise sanitaire : mon prédécesseur et moi-même, de même que l'ambassadrice du Gabon en France, Mme Liliane Massala, ne cessons d'être en contact avec les plus hautes autorités de nos pays d'affectation respectifs.

**EE Quelles sont les festivités inscrites au programme de la fête du 14 juillet ?**

La crise sanitaire ne nous a pas permis d'organiser la fête du 14 juillet en présentiel ces deux dernières années. Malgré les circonstances, nous avons à cœur de célébrer notre fête nationale, car c'est un moment important d'union autour des principes de la République, en premier lieu desquels figurent la fraternité et la solidarité.

Ces notions n'ont jamais eu autant de sens qu'en temps de pandémie. Il était donc important pour nous, dans ce contexte, d'être symboliquement présents aux côtés des Français et des Gabonais pour qui ces principes ne sont pas que de vains mots. Nous avons été amenés à faire preuve d'imagination en organisant en 2020 un quizz musical célébrant la chanson française et en 2021 un concours artistique autour de la figure de la Marianne.

Ces événements ont rencontré un joli succès comme en témoigne la forte participation tant des Français que des Gabonais.

Cette année, les mesures préventives ont été levées. Nous serons donc en mesure d'organiser une cérémonie en présentiel, mais elle sera limitée, notamment en nombre de convives. Le risque sanitaire – toujours présent –, mais également la situation internationale très incertaine, nous invitent à célébrer notre fête nationale sous le sceau de la sobriété.

d'État auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux. La secrétaire d'État devrait participer à la 19<sup>e</sup> réunion des parties du Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) qui se tiendra à Libreville du 5 au 8 juillet ainsi qu'à des événements prévus par la mission économique de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) attendue dans la capitale du 6 au 8 juillet.

**EE Est-ce la pandémie de covid-19 qui justifie que nous n'ayons pas accueilli d'autorités d'État français depuis janvier 2020, date de la visite de Monsieur Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ?**

C'est en effet cette pandémie inédite qui a figé le monde pendant plus d'un an qui a rendu tous déplacements compliqués. Mais les visites reprennent progressivement et sûrement, comme en témoignent les exemples que j'ai donnés, et j'ai bon espoir que la dynamique se poursuive. La venue attendue de Mme Chrysoula Zacharoupolou est une illustration de cette reprise.

Au-delà des visites et des rencontres ministérielles, nos relations de haut niveau n'ont



●●● Photo solidarité Ukraine

**EE** À quelle date la remise des clés de la nouvelle ambassade de France est-elle prévue ?

J'ai bon espoir qu'elle intervienne d'ici la fin de l'année. Je suis particulièrement fier à l'idée d'inaugurer le nouveau bâtiment certifié haute qualité environnementale (HQE). C'est une des rares sinon la seule ambassade française à recevoir une telle certification. Nous avons à cœur de privilégier les matériaux du Gabon, de bénéficier du savoir-faire et de l'expertise des acteurs locaux, qui vont de la maîtrise d'ouvrage aux ouvriers, en passant par les architectes et autres experts, sans qui cette nouvelle ambassade n'aurait pu voir le jour.

Je tiens à les en remercier sincèrement. Le nouveau bâtiment qui regroupera tous les services de l'équipe France (y compris les services du consulat général) évoluera dans un écrin de verdure qui s'insère parfaitement dans le paysage librevillois. Son inauguration sera un événement important dans la relation franco-gabonaise.

**EE** À ce jour, combien de Français sont inscrits au consulat ?

Aujourd'hui au Gabon, 7 248 personnes sont inscrites au registre des Français établis hors de France.

**EE** Quel est le nombre de collaborateurs gabonais employés par l'ambassade de France au Gabon ?

L'ambassade et le consulat général comptent dans leur équipe quelque 30 agents de droit local, toutes nationalités confondues, dont plusieurs Gabonais. L'Institut français du Gabon (IFG) compte également en son sein 30 agents de droit local. Ces agents font partie intégrante de l'équipe France. Leur contribution aux différentes activités du poste est essentielle. Je saisis l'occasion pour les en remercier grandement.

**QUESTIONS ÉCONOMIQUES**

**EE** Sur le plan économique, avec une part de marché de 26%, la France est le premier fournisseur du Gabon, devant la Belgique et la Chine. De leur côté, les importations françaises concernent le secteur des hydrocarbures (55% des importations), mais également la filière du bois et le manganèse. Concernant la filière bois, comment explique-t-on l'intérêt très modéré des investisseurs potentiels pour la zone économique de Nkok ?

Les importations françaises depuis le Gabon sont effectivement très concentrées : en 2021 elles étaient réparties principalement entre le bois (46 % du total), les hydrocarbures naturels (25 % selon les douanes françaises) et les minerais métalliques (25 %). Les importations de bois sont en hausse constante depuis 2019 (+12 % par an en moyenne sur la période), portées par la demande en sciages tropicaux des usines françaises (essentiellement en bois tropicaux certifiés FSC), et la bonne tenue des prix des bois sciés tropicaux. La demande française de bois gabonais croît plus fortement que la demande globale de bois française, ce qui atteste du dynamisme des transformateurs/importateurs français toujours très présents au Gabon.

Ces sociétés sont présentes au Gabon de manière historique, certaines depuis de nombreuses décennies, et sont les meilleurs vecteurs pour la distribution des produits en bois gabonais vers l'ensemble de l'Europe, souvent après une dernière transformation en France. Elles ont investi dans ce pays bien avant la mise en place de la zone économique de Nkok, dans des zones proches de leurs exploitations forestières ou des infrastructures portuaires.

Si une seule filiale d'entreprise française est installée au sein de la zone de Nkok, des partenariats ont cependant été établis entre des entités hexagonales et GSEZ. Par exemple, fruit d'un accord conclu en janvier 2017, l'opérateur français Rougier s'est engagé à fournir annuellement 110 000 m<sup>3</sup> de grumes d'okoumé pour une durée de sept ans aux industriels du secteur. Par ailleurs, un partenariat a été conclu entre l'École nationale supérieure des arts décoratifs de Paris (EnsAD) et GSEZ en octobre 2015 dans le but de créer l'Institut supérieur international d'art et design

d'Afrique (Isiada). Dans le cadre de cette coopération, une formation a été proposée, en avril 2016, aux opérateurs du cluster bois afin d'apprendre à améliorer le design de leurs produits.

**EE** Quels sont les principaux produits exportés par la France au Gabon ? En quelle quantité ? On compte environ 110 entreprises françaises au Gabon. Dans quels domaines la France est-elle leader ? Quel chiffre d'affaires global ces entreprises réalisent-elles ? Combien d'emplois génèrent-elles ?

Nos exportations couvrent une très large gamme de besoins gabonais. Elles se sont adaptées à la demande gabonaise, à juste titre exigeante en termes de qualité, et sont particulièrement bien diversifiées.

En 2021, les principaux secteurs d'exportations étaient les mêmes que sur les dix dernières années : produits agricoles et des industries agroalimentaires (30 %), biens d'équipement (équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique, 27 %), biens intermédiaires (chimiques, métallurgiques, caoutchouc, bois, textile, 24 %), et produits pharmaceutiques (13 %).

À noter que la France est également un important exportateur de services vers le Gabon, pour environ 500 M€ en 2021.



●●● Projet Pise – Crédits AFD



●●● Projet Pise – Crédits AFD

*Le Gabon est la 8<sup>e</sup> destination des investissements français, en nombre d'implantations, sur le continent.*

et Maurel & Prom, minier (Eramet) et des infrastructures (Mériadiam, Eranove).

**EE** Bon nombre d'entreprises françaises installées au Gabon y sont depuis longtemps. Les centres d'intérêt du Gabon attirent-ils de nouveaux investisseurs ? Si oui, dans quels secteurs d'activités ?

Les investissements des entreprises françaises sont très diversifiés au niveau sectoriel en termes d'effectifs employés, mais effectivement encore un peu concentrés en valeur sur le secteur extractif. Néanmoins, une entreprise comme Mériadiam, positionnée sur quatre projets emblématiques (la route Transgabonaise, en partenariat avec Arise/GSEZ ; la construction du barrage de Kinguélé aval avec le FGIS ; le second port minéralier ; et enfin, la Setrag aux côtés d'Eramet) montre bien une diversité d'intérêts pour le pays, notamment dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures. Dans le secteur numérique, on peut citer également CanalBox, qui a mis la fibre à portée de milliers de foyers gabonais depuis plus de trois ans et investit désormais à Port-Gentil.

**EE** « Renforcer la coopération sud-sud, c'est accélérer notre développement », a souligné Madame Rose Christiane Ossouka Raponda, premier ministre du Gabon. La Chine et l'Inde, notamment, gagnent des parts de marché importantes. Ces pays répondent aux attentes des autorités et industrialisent le pays. Ils participent aussi à la diversification de l'économie. Cela constitue-t-il un sujet de préoccupation pour vous ?

Absolument pas ! Et d'ailleurs, les entreprises françaises sont également des partenaires pour des sociétés « du Sud », telles qu'Olam. Plus globalement, alors que de nouveaux acteurs, issus notamment des pays émergents, s'intéressent au Gabon, les entreprises françaises demeurent une référence en matière de qualité, d'excellence technologique, mais aussi de RSE et d'impact social et environnemental. Ce sont des partenaires de très long terme. À titre d'exemple, dans le domaine du bois, tous les forestiers français exploitent leurs concessions forestières avec une vision sur le long terme qui vise à permettre à la forêt de se régénérer et

à conserver le patrimoine environnemental du Gabon. Des sociétés comme Rougier et la Compagnie des bois du Gabon (CBG) sont toutes certifiées FSC depuis plus de 10 ans, soit le label de référence en matière de gestion durable des forêts.

Autre point essentiel : les entreprises françaises participent, à leur niveau, à la modernisation de l'économie gabonaise, à plusieurs égards. On retiendra par exemple, en matière de formation, la création de l'Institut du pétrole et du gaz en 2010 sur la base d'un PPP financé notamment par Total Gabon et Perenco, ou encore la création de l'École des mines et de la métallurgie de Moanda financée par Eramet/Comilog. Les entreprises françaises réalisent par ailleurs des investissements innovants, tissent des partenariats avec des startups gabonaises. Bon nombre d'entre elles ont recours aux énergies propres et participent au recyclage de leurs déchets.

**QUESTIONS À L'AFD (AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT)**

L'Agence française de développement intervient au Gabon sous forme de prêts souverains (financement d'infrastructures et de projets sociaux) et de prêts de soutien budgétaire ainsi que par l'accord de conversion de dettes.

**EE** On sait que les investissements de l'AFD sont très pluriels. Quelles sont les réalisations en cours ? Sont-elles conjointes avec d'autres bailleurs de fonds ? Sous quelles formes ? De prêts ? De dons ?

Les réalisations en cours concernent trois domaines.

Les secteurs sociaux tout d'abord, avec deux projets importants. Le premier est le projet Pise qui, grâce à un prêt de 154 millions d'euros, est en train de construire 500 nouvelles salles de classe dans le grand Libreville et à Port-Gentil. Il s'agit du financement le plus important de l'AFD dans le secteur de l'éducation en Afrique. Rapporter le montant du prêt à la taille de la population permet

*Ces dernières années ont été marquées par un soutien fort de la France à l'artisanat, avec notamment un appui remarqué à la création d'une Chambre nationale des métiers et de l'artisanat.*

de mesurer plus encore l'importance de l'effort d'investissement. Le second est le projet Pass 2 qui vise à améliorer l'accès aux soins à l'intérieur du Gabon, avec la construction ou la réhabilitation d'une dizaine de structures de santé. Ces projets sont de nature à améliorer le quotidien des populations bénéficiaires sur le terrain.

Le deuxième axe est celui des transports, cher aux Gabonais, avec le financement du plan de remise à niveau du chemin de fer. Certains travaux tels que la réhabilitation de quelques gares sont déjà terminés, mais d'autres, notamment les plus structurants, débutent tout juste.

Enfin le secteur de l'environnement, dans lequel la France et le Gabon ont engagé une coopération pionnière avec un accord de conversion de dettes (ACD) signé il y a 15 ans. Cet accord a converti de la dette publique gabonaise en projets de développement, grâce à un apport de subventions françaises. L'ACD a notamment permis de financer différents projets tels que la création de l'Agence gabonaise d'études et d'observations spatiales (Ageos), la construction de clôtures électriques dans l'Ogooué-Ivindo pour protéger les plantations villageoises des éléphants, d'un laboratoire de génétique de la faune à l'ANPN, d'un hub à Lastourville afin de déconcentrer les procédures douanières de la filière bois ou encore d'une « salle de classe » à l'Arboretum Raponda Walker. Des officiers de police judiciaire et magistrats ont également bénéficié d'un renforcement de capacités dans la lutte contre les délits environnementaux.

Je précise que les financements de l'AFD sont articulés avec ceux des autres bailleurs de fonds présents au Gabon, notamment la Banque mondiale et la Banque africaine de développement pour le secteur de l'éducation. En ce qui concerne le Transgabonais, il est financé par deux entités du Groupe : Proparco et l'AFD, mais aussi par la Société financière internationale (SFI). Enfin, le secteur de l'environnement est financé par de nombreux bailleurs, avec lesquels l'AFD échange très régulièrement.

**EE** Quels sont les projets en cours d'étude ?

La maturation d'un projet de développement s'inscrit toujours dans le temps long. Il faut d'abord vérifier la pertinence des premières intuitions, puis analyser la faisabilité du projet avant de structurer son organisation. À ce stade, nos échanges avec les autorités gabonaises portent sur deux secteurs : l'éducation, pour poursuivre la résorption du déficit en salles de classe, et l'environnement. Même si nous pourrions capitaliser sur les

projets existants et ainsi accélérer ces projets de 2<sup>e</sup> génération, il est encore trop tôt pour dire ce qui sera financé exactement.

**QUESTIONS AU SCAC (SERVICE DE COOPÉRATION ET D'ACTION CULTURELLE)**

**EE** Après deux ans de pandémie, comment va l'IFG et que nous réservez-vous pour la rentrée ?

Avec la levée des mesures barrières en avril dernier, nous sommes heureux de constater que l'Institut français (IF) a très vite retrouvé son public, comme en témoigne l'affluence au cours des trois derniers mois. À titre d'exemple, la « Nuit des idées » et la « Fête de la musique » ont attiré chacune 700 participants, le festival « Coup de théâtre » et celui du cinéma européen respectivement 600 et 500, dont de nombreux jeunes.

Cette reprise a pu s'effectuer rapidement grâce à la salle de cinéma de 400 places, numérisée depuis 2015, qui est d'ailleurs la 5<sup>e</sup> salle du réseau des IF en matière de diffusion. Notre dispositif permet ainsi une programmation culturelle très riche avec près de 500 événements annuels, notamment en ce moment le Fesidal, festival international de danse de Libreville.

Nous programmons déjà les événements pour la rentrée : Guillaume Gallienne, de la Comédie-Française, pour célébrer les 400 ans de la naissance

de Molière en septembre, le « Festival de jazz et de musique classique » en octobre, la « Fête de la science » en novembre, qui sera l'occasion d'inaugurer le tout nouvel espace dédié aux jeux vidéo et à la réalité virtuelle de la médiathèque, et un très beau spectacle de fin d'année pour le jeune public produit par la compagnie trombinoz'notes.

Les 28 et 29 octobre, nous organiserons, à nouveau en présentiel, un salon des études en France pour mettre en contact les établissements d'enseignement supérieur français, les professionnels gabonais de l'enseignement et les alumni avec les candidats gabonais, afin de les accompagner dans l'élaboration d'un projet académique solide. Ils pourront ainsi obtenir toutes les informations nécessaires sur les formations, les conditions d'admission, les programmes, les débouchés, les stages ou la vie étudiante auprès des 30 stands qui seront installés dans les jardins de l'IFG. Enfin, parmi les nombreux projets à venir, nous prévoyons pour 2024 une célébration pour les 30 ans de la construction de l'Institut. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

**EE** En matière culturelle et de patrimoine, le nouveau musée national a pu profiter d'un accompagnement important en matière de renforcement de ses capacités. Les résultats obtenus sont-ils significatifs et cela laisse-t-il augurer une exposition d'envergure en articulation avec les musées français ?

Depuis 2021, un projet inti-

ulé Museogab accompagne en effet le Musée national du Gabon dans la construction de son projet scientifique et culturel. Ce projet vise à garantir des conditions d'accueil et de conservation en prévision d'une circulation des œuvres, à former et à professionnaliser des médiateurs culturels et des conservateurs.

À ce stade, les agents du Musée national ont bénéficié de plus de 335 heures de formation cumulées. Les deux premières conservatrices gabonaises ont été formées à l'Institut national du patrimoine de Paris et deux autres agents achèvent actuellement une formation universitaire « Recherche de provenances des œuvres : circulations, spoliations, trafics illicites, restitutions » avec l'Université de Paris-Nanterre. À l'Université Omar Bongo, le projet a également accompagné l'ouverture de deux nouveaux masters professionnels en muséologie et en conservation et valorisation du patrimoine, en lien avec le Muséum national d'histoire naturelle de Paris.

Quatre chantiers-écoles ont été organisés avec l'Institut national du patrimoine, dont un cet été, une première sur le continent. Enfin, le projet a permis de préparer trois expositions temporaires programmées avec le ministère chargé de la culture et des arts sur la vannerie, les masques et les découvertes archéologiques de la grotte Iroungou.

L'exposition sur les masques s'apprête d'ailleurs à tourner dans plusieurs écoles à travers le Gabon. Tout se met donc en place pour coconstruire, avec les autorités gabonaises, un projet ambitieux destiné à mettre à l'honneur la culture gabonaise dans sa richesse et sa diversité.

Ces dernières années ont été marquées par un soutien fort de la France à l'artisanat, avec notamment un appui remarqué à la création d'une Chambre nationale des métiers et de l'artisanat inaugurée il y a quelques mois.



●●● Nuit des idées, jardins de l'Institut français



●●● Institut Français de Libreville

**EE** L'ambassade de France entend-elle poursuivre sa coopération dans cette direction ou se réorienter vers d'autres priorités ?

L'artisanat, qui emploie près de 80 % de la population active du Gabon, est en effet un secteur qui regorge de nombreux talents, de savoir-faire manuels précieux et d'opportunités pour la croissance économique du pays. Mais il doit également faire face à de nombreux défis, tels que la professionnalisation et l'innovation, pour répondre aux besoins d'un marché très concurrentiel et mondialisé. C'est dans cet objectif que l'ambassade de France a apporté son concours au ministère du Commerce, des PME et de l'Industrie au cours des trois dernières années.

Les résultats ont été très positifs avec la structuration de quatre filières artisanales (froid et climatisation, métallurgie, menuiserie, tri et déchets), le renforcement technique d'une centaine d'artisans à Port-Gentil, Libreville, Oyem et Lastourville, ainsi que la création d'une « Maison de tous les artisans gabonais », établissement public à caractère professionnel.

Aujourd'hui, le relai est passé à cette Chambre nationale des métiers de l'artisanat du Gabon qui, grâce au projet, a développé des perspectives de coopération décentralisée avec la Chambre des métiers de la Vienne en France, afin

de poursuivre cette dynamique. C'est là un exemple de partenariat concret que nous souhaitons promouvoir.

**EE** L'enseignement français au Gabon jouit d'une belle notoriété, avec notamment les lycées Blaise Pascal à Libreville et Victor Hugo à Port-Gentil. Le réseau des EPC a néanmoins connu quelques difficultés. Ces dernières sont-elles levées ? Peut-on imaginer un développement de l'enseignement français ?

Au Gabon, le dispositif d'enseignement français est important avec 11 établissements homologués par l'éducation nationale française qui scolarisent 5 300 élèves, du préscolaire au baccalauréat. Ces établissements sont répartis entre Libreville, Owendo, Port-Gentil, Moanda et Franceville, au plus près des centres économiques du pays. Cette année encore, les lycées Blaise Pascal et Victor Hugo obtiennent 100 % de réussite au baccalauréat général et de proposition de poursuite d'études en France.

Quant au réseau des EPC, il constitue un dispositif unique et original, puisqu'il s'agit de six écoles primaires publiques gabonaises homologuées par la France. Un accord intergouvernemental a été renouvelé en janvier dernier qui réforme la gouvernance pédagogique et financière de ces EPC.

Notre objectif est également d'améliorer la qualité des infrastructures en lien avec le gouvernement gabonais et l'association des parents d'élèves gestionnaire.

Une autre particularité du dispositif d'enseignement français au Gabon concerne les écoles d'entreprise financées par la Comilog à Moanda, c'est-à-dire l'école primaire et le collège au sein du lycée public Henri Sylvoz. Le renouvellement de leur homologation est en cours. Dans le cadre de sa RSE, la Comilog travaille à une extension importante de l'école primaire et nous étudions ensemble la possibilité d'homologuer la partie lycée de l'établissement Henri Sylvoz. L'homologation est en effet une possibilité ouverte aux établissements qui le souhaitent, à condition de répondre aux critères.

**EE** Monsieur l'Ambassadeur, le Gabon est le 55<sup>e</sup> pays intégré au Commonwealth. Considérez-vous qu'il s'agisse d'un tournant géopolitique majeur ?

L'adhésion du Gabon au Commonwealth relève d'un choix souverain du Gabon que nous respectons. Ce que je peux dire, c'est qu'à l'instar d'autres organisations, le Commonwealth favorise le dialogue et les échanges entre ses membres, mais aussi avec des pays tiers. Or le dialogue et l'échange sont

les principes de base de la diplomatie qui permettent d'éviter des crises ouvertes, ce qui est hautement appréciable dans le contexte international incertain que nous connaissons aujourd'hui. Par ailleurs, cette organisation porte les mêmes valeurs que la Francophonie en termes de droits de l'Homme, de principes démocratiques ou de respect de l'État de droit. Ce sont des principes que l'on ne réitère jamais suffisamment et on ne peut donc que se réjouir que le Gabon intègre une autre instance qui porte ces ambitions.

*Il ne s'agit pas d'organisations exclusives. Pour preuve, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) compte 10 membres à part entière ainsi que 5 membres-associés ou observateurs qui appartiennent également au Commonwealth.*

**EE** La Francophonie doit-elle craindre une dévalorisation de l'emploi de la langue française ?

Pas du tout ! N'antagonisons pas Francophonie et Commonwealth. Il ne s'agit pas d'organisations exclusives. Pour preuve, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) compte 10 membres à part entière ainsi que 5 membres-associés ou observateurs qui appartiennent également au Commonwealth. La Francophonie vise certes à promouvoir la langue française, mais dans un contexte de plurilinguisme, de diversité culturelle. C'est dans le cadre de cette diversité tant culturelle que linguistique que la Francophonie continuera à prospérer, que la langue française continuera à s'enrichir. Mais la Francophonie, c'est également une conviction : celle que la langue, la culture, l'éducation, mais aussi les dialogues interculturels sont facteurs de stabilité et de paix. J'évoquais le dialogue et l'échange comme piliers de la diplomatie. Ces principes sont au cœur même de la philosophie de la Francophonie, car ils sont à même de promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme. Ces objectifs, la Francophonie les partage avec d'autres organisations telles que le Commonwealth. C'est d'ailleurs ce que Louise Mushikiwabo, la secrétaire générale de la Francophonie, rappelait lors de son dernier déplacement au Gabon : ces deux organisations portent les mêmes messages et s'enrichissent l'une de l'autre.

# Les Échos de l'Eco

echosdeleco.com

Votre Mensuel

## CE N'EST PAS QU'UN JOURNAL

### AUTRES ACTIVITÉS



#### ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS

Prise en charge de la conception, des préparatifs et de l'organisation matérielle et logistique (forums, séminaires, inaugurations...) dans le cadre de prestations de service à l'attention des particuliers et/ou des professionnels.

#### RÉALISATION AUDIOVISUELLE

La production audiovisuelle, la conception, la réalisation, le tournage d'un clip vidéo, d'une publicité, d'un reportage, d'un webinaire... avec les moyens techniques appropriés : caméras, drones...



#### RÉALISATION ET ANIMATION DE WEBINAIRE

Ces réunions collectives directes via internet facilitent le travail collaboratif entre différents interlocuteurs. Ce moyen interactif est aujourd'hui un processus d'organisation de réunion qui permet un gain de temps et qui limite les coûts de déplacements.



#### CRÉATION GRAPHIQUE ET IMPRESSION NUMÉRIQUE

Conception et impression de tous types de supports de communication : plaquette, flyers, affiches, carte de visite, bloc note, magazine, brochure, etc.



+241 (0) 62 18 77 18



contact@echosdeleco.com



144 - Floria 2 - Libreville Gabon

100% electric

# Je conjugue efficacité et durabilité.

NICOLAS KOUASSI  
CONDUCTEUR D'ENGIN, FORMATEUR

MOBILISER *plus* POUR FAIRE FACE AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Grâce à des pratiques vertueuses et par l'innovation, Bolloré Transport & Logistics se mobilise pour préserver l'environnement. Des solutions sont mises en place pour réduire l'impact de nos activités. Nous sommes engagés dans des démarches de certifications pointues, à l'image du Green Terminal déployé sur tous nos terminaux portuaires.

NOUS FAISONS BIEN *plus* QUE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

## INTERVIEW DE MONSIEUR FRANÇOIS-XAVIER MABIN GÉNÉRAL DE L'ARMÉE FRANÇAISE, COMMANDANT LES ÉLÉMENTS FRANÇAIS AU GABON

# TOUT SAVOIR SUR LES MISSIONS DU CAMP DE GAULLE

Par Anne-Marie Jobin

Depuis 1975, le 6<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de marine, communément appelé le 6<sup>e</sup> BIMa, est implanté au camp de Gaulle à la périphérie de Libreville. En 2014, les forces françaises ont pris l'appellation d'éléments français au Gabon (EFG), traduction de l'évolution de leur mission principale qui est désormais de faire de la coopération. Avant d'entrer dans le vif du sujet et de poser quelques questions factuelles à Monsieur François-Xavier Mabin, général commandant les EFG en poste à Libreville, nous pensons utile de fournir une information plus générale en diffusant quelques chiffres relatifs à une partie du déploiement des militaires français sur le continent africain.

En 2021, 3 750 militaires français étaient répartis au sein des forces de présence dans 4 pays d'Afrique et aux Émirats arabes unis. En complément, au Sahel, dans la bande subsaharienne, 4 000 soldats sont encore déployés dans le cadre de l'opération Barkhane, qui est en pleine transformation. Enfin, environ 2 000 militaires sont déployés dans des forces internationales, 740 soldats sous mandat de l'Onu, plus de 1 000 sur le flanc Est de l'Otan et 150 pour l'Union européenne.

En ajoutant ces chiffres aux militaires engagés dans les Opex (opérations extérieures) et aux forces en opération sur le territoire national, les forces dites de « présence » et de « souveraineté » stationnées dans la France d'outre-mer, le total s'élève à plus de 30 000 soldats en posture opérationnelle. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec l'effectif total des militaires français, qui est d'environ 210 000.

Les éléments français au Gabon constituent un pôle opérationnel de coopération tourné vers l'ensemble des pays d'Afrique centrale. Construit en 1970 sur 36 hectares, le camp est commandé par un officier général, le Comel, relevant directement du chef d'état-major des armées (Cema). Il est en lien direct avec les chefs de missions diplomatiques françaises en Afrique centrale, les correspondants de la communauté économique des États de l'Afrique centrale, et surtout les chefs d'état-major des armées des différents pays de sa zone de compétence, qui englobe les 11 pays de la CEEAC.

**EE** Général François-Xavier Mabin, quelles sont vos missions au Gabon ? Nous savons qu'elles s'étendent au-delà des frontières. Quels sont les autres pays dans lesquels vous intervenez et à quel niveau ?

La principale mission des éléments français au Gabon consiste à créer des partenariats opérationnels avec les armées de l'Afrique cen-

trale qui le souhaitent. Les dites missions ont pour objectif de nouer des relations durables, continues, fondées sur la confiance. Le périmètre d'action couvre les 11 pays de la CEAC. Les relations militaires que nous entretenons avec chacun de ces pays sont plus ou moins denses, selon leur bon vouloir. Il est évident qu'avec les forces armées gabonaises, notre premier partenaire, notre collaboration est par-



Général de brigade François-Xavier Mabin  
Commandant les éléments français au Gabon

Marié et père de trois enfants, le général François-Xavier Mabin naît le 6 décembre 1970 à Vannes. Il intègre l'École spéciale militaire de Saint-Cyr en 1990, puis sert comme chef de section au 6<sup>e</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de marine (RPiMa) de Mont-de-Marsan. Il est engagé au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban.

En 1997, il rejoint le 2<sup>e</sup> RPiMa sur l'île de la Réunion. Muté en 1999 au régiment de marche du Tchad, il y commande une compagnie à la tête de laquelle il est engagé successivement au Kosovo puis au Tchad. En 2002, il est affecté en tant qu'instructeur à l'École militaire de spécialisation sur l'outre-mer et l'étranger. Il effectue une mission au sein des Nations unies en République démocratique du Congo, puis suit la scolarité de l'École de guerre (2006 - 2007).

Promu lieutenant-colonel, il est nommé chef du bureau opérations instruction du 3<sup>e</sup> RPiMa de Carcassonne, avec lequel il est engagé en Afghanistan. Il rejoint ensuite le Centre de planification et conduite des opérations de l'état-major des armées où il occupe la fonction d'adjoint du bureau chargé des opérations en Afghanistan de 2009 à 2011. En 2011, il est nommé au grade de colonel et désigné pour tenir le poste d'adjoint au porteparole du chef d'état-major des armées (Cema). Il commande le 3<sup>e</sup> RPiMa de Carcassonne de juin 2012 à juin 2014, période durant laquelle il effectue une mission en République de Côte d'Ivoire à la tête de l'opération Licorne.

De retour à Paris, il est affecté au cabinet du chef d'état-major de l'armée de Terre, chargé de la stratégie et des affaires politiques, avant de suivre les sessions du Centre des hautes études militaires et de l'Institut des hautes études de la Défense nationale (68<sup>e</sup> session). De 2016 à 2018, il est chef du bureau Afrique de l'état-major des armées et conseiller Afrique du Cema. De 2018 à 2020, le colonel Mabin est chargé des relations institutionnelles de l'armée de Terre.

Nommé général de brigade le 1<sup>er</sup> juin 2020, le général François-Xavier Mabin est nommé directeur du Centre des hautes études militaires (CHEM) jusqu'au 31 juillet 2021. Il est commandant des Éléments français au Gabon depuis le 1<sup>er</sup> août 2021.

ticulièrement soutenue. Le Tchad, le Cameroun, le Congo, la RDC et le Burundi sont également des partenaires très importants. Avec le Rwanda, nous sommes dans une phase de reprise de relations militaires bilatérales, tandis qu'avec l'Angola, nous développons une relation nouvelle. Ces bons résultats sont le fruit d'un dialogue avec les ministères de la Défense et les états-majors de ces différents pays. Nous nous appuyons sur les attachés de défense français qui nous relaient les besoins et les propositions des partenaires, ce qui nous permet de mutualiser nos acquis, savoir-faire et moyens respectifs. C'est ainsi que nous coconstruisons nos relations avec l'ensemble des armées concernées.

**EE** Hormis le fait que le Gabon soit un partenaire de longue date, l'emplacement géographique ne paraît pas idéal pour couvrir cette zone. Cela relève-t-il d'un intérêt stratégique pour les éléments français du Gabon ?

Au contraire, le Gabon est presque au milieu de la zone géographique de la CEEAC, et donc parfaitement placé. Depuis l'aéroport de Libreville, nous pouvons rallier facilement l'ensemble des pays concernés. D'autre part, la façade maritime est elle aussi très intéressante pour notre ravitaillement logistique. Alors, oui, cet emplacement est stratégique et nos liens d'amitié également fondés sur un accord de partenariat de défense confèrent à notre présence tout son sens.

**EE** Dans le civil, nous nous adaptons aux méthodes, aux us et coutumes du pays d'accueil. L'armée française impose-t-elle ses procédures ?

À ce sujet, et je suis content que vous l'évoquiez, une inflexion significative est à souligner. Il fut un temps où nous étions convaincus que nos méthodes de travail étaient les bonnes et nous nous efforcions de les transmettre à nos partenaires. Aujourd'hui, je pense que nous sommes beaucoup plus à l'écoute des besoins et des modes de fonctionnement des armées avec lesquelles nous travaillons. Nous ne calquons plus



*Le cœur de métier des EFG est le partenariat militaire opérationnel, c'est-à-dire la formation des armées partenaires.*

de manière automatique des modes d'action, de fonctionnement et/ou d'apprentissage qui ne correspondent pas toujours aux attentes. Nous cherchons à répondre le plus précisément possible aux réalités opérationnelles locales, car chaque armée a ses besoins propres et s'adapte à ses propres missions, avec ses matériels et sa technologie, en fonction de la problématique à laquelle elle est confrontée.

**EE** Combien de militaires français le camp de Gaulle héberge-t-il ? Quelles sont leurs missions ? Combien de temps restent-ils en poste ? Sont-ils tous logés dans l'enceinte du camp ?

380 militaires français sont opérationnels, les deux tiers sont qualifiés de « permanents », c'est-à-dire qu'ils sont en poste pour 3 ans, maximum 4 ans. Le troisième tiers est composé de « tournants » qui vivent des missions de 4 mois. Leurs fonctions sont complémentaires. Ils ne sont pas tous logés au camp de Gaulle, notamment les permanents qui sont en famille. Ces familles, conjoints et enfants, représentent environ 400 personnes supplémentaires. Elles résident dans des logements domaniaux (dont nous sommes propriétaires) et également

dans des logements du parc privé de Libreville, que nous prenons à bail. Nous disposons en interne d'un bureau logement qui gère ce service à chaque mutation, sachant que la rotation annuelle concerne un tiers de notre effectif. Selon l'âge des enfants, la proximité avec les écoles, selon le grade et la fonction, etc. Tous ces critères font l'objet d'une étude affinée.

**EE** Nous avons bien noté et compris les missions générales que vous supervisez. Mais quelles sont celles de ces 380 militaires ?

Le cœur de métier des EFG est le partenariat militaire opérationnel, c'est-à-dire la formation des armées partenaires. Nous sommes une machine à produire de la formation militaire. Ces formations sont dispensées essentiellement par le 6<sup>e</sup> BIMA. Elles comptent une dizaine de modules qui recouvrent l'essentiel des compétences des armées. Il s'agit de détachements d'infanterie, d'artillerie, de génie, de forces spéciales, etc. Ces petits détachements de formateurs travaillent au profit des forces armées gabonaises ou sont envoyés par avion vers des pays voisins pour conduire et dispenser des formations au profit des armées partenaires. Ces stages durent en général 2 à 3 semaines. Ainsi, sur 2 années d'expatriation, certains de nos militaires passent 6 mois à l'extérieur du Gabon.

En complément, et pour gérer l'ensemble de cette garnison, d'autres unités militaires qui constituent l'environnement sont en appui administratif, logistique, ressources humaines, médical, etc. Pour compléter cet effectif, 180 « personnels civils de recrutement

local » travaillent au camp de Gaulle, toutes catégories confondues. On y trouve des cadres, des artisans, des techniciens de surface, des chargés de projets, des secrétaires, des jardiniers, etc. Ils sont indispensables au fonctionnement des EFG et nous sommes heureux de les compter parmi nous.

**EE** Comment recrutez-vous sur place ? Quelles sont les conditionnalités ? Bénéficiez-vous de privilèges auprès des institutions gabonaises ?

Les EFG recrutent comme tout employeur : nous diffusons une offre via les réseaux ordinaires, et recrutons en fonction de nos besoins et des profils des candidats. Je précise que notre volume de recrutement annuel est faible et correspond au rythme des départs en retraite, soit quelques personnes chaque année. Enfin, les EFG sont un employeur comme un autre, au sens où nous payons l'ensemble des charges patronales.

**EE** Êtes-vous en mesure de nous indiquer quelles sont les retombées de la présence du camp de Gaulle sur le plan économique ? Quel intérêt cela représente-t-il pour les personnes civiles gabonaises ?

Avant de parler chiffres, je souhaite évoquer notre approche : nous sommes des clients à la fois exigeants et exemplaires. Notre exigence est élevée en termes de qualité, tant pour le choix des matériaux que pour l'exécution des travaux. Par ailleurs, nous sommes très vigilants quant au respect des différentes normes, qu'elles soient environnementales, sociales ou de sécurité. Nous travaillons avec environ 200 entreprises. Nos dépenses de fonction-

*Les EFG détiennent une expertise des opérations aéroportées que nous mettons au service de plusieurs armées de la sous-région, dont les forces armées gabonaises.*

nement et d'investissement s'élèvent à 10 millions d'euros par an dont la moitié correspond à des dépenses d'infrastructures. Une cinquantaine d'entreprises du BTP en ont la charge. Nous sommes un acteur économique non négligeable, qui honore ses factures dans les délais impartis, malgré des processus administratifs un peu complexes.

**EE** Sur le plan militaire, de quel matériel disposez-vous, et à quelles fins ?

Nous disposons de tout ce qui est nécessaire à notre fonctionnement courant, mais également de tout le matériel nécessaire à notre métier de formateur. Nous avons de l'armement, des véhicules et du matériel qui nous permettent de nous entraîner et d'entraîner les armées partenaires. Nous nous appuyons également sur plusieurs sites d'entraînement autour de Libreville dont, bien sûr, le centre d'entraînement au combat en forêt gabonaise (Foga).

Nous avons aussi un « Fennec », qui est un hélicoptère léger de liaison. Pour ce qui est des avions, aucun n'est stationné en permanence. Nous planifions nos déplacements et un programme s'organise depuis Paris pour nous attribuer des vols. Les avions nous sont donc attribués ponctuellement et arrivent des autres bases françaises.

**EE** Intervenez-vous dans des opérations de défense, notamment contre les actes de piraterie dans le golfe de Guinée ?

Nous sommes un pôle de coopération et de partenariat. Ce genre d'interventions ne fait pas partie des missions qui nous sont assignées. Nous ne sommes pas organisés au quotidien pour mener de telles opérations. Cependant, nous travaillons ici avec un état-major qui, le cas échéant, si les circonstances l'exigeaient, pourrait mettre sur pied et commander un état-major opérationnel. Dans ce cas, les unités de combats viendraient d'ailleurs. Nous les hébergerions bien entendu.

Au sujet de la piraterie, on observe une baisse significative, ce qui ne veut pas dire qu'elle est éradiquée. Nous considérons que cette baisse est la conséquence des efforts conjugués des marines nationales des pays riverains du golfe de Guinée dans le cadre du « processus de Yaoundé », et de ceux des marines européennes qui agissent de concert dans le cadre de la « présence maritime coordonnée ».

**EE** Dernièrement, vous avez organisé une formation en faveur des militaires gabonais et tchadiens afin qu'ils obtiennent le brevet parachutiste militaire français (BPMF). Combien de soldats cette opération concernait-elle ? Avaient-ils des aptitudes ou un profil particulier ? Combien l'ont obtenu ?

Cette opération est une action de formation annuelle intégrée au partenariat franco-tchadien, au profit de l'école d'officiers de Ndjamena. Elle est réalisée tantôt au Tchad tantôt à Libreville. Ce brevet de parachutiste concernait une centaine de militaires tchadiens et gabonais. Cette année, c'est à la Pointe-Denis et dans le cadre d'une séance de saut franco-gabonaise que s'est déroulé cet exercice. À l'exception de 4 blessés légers, tous ont obtenu ce brevet.

Les EFG détiennent une expertise des opérations aéroportées que nous mettons au service de plusieurs armées de la sous-région, dont les forces armées gabonaises bien entendu.

**EE** Nous sommes à l'aube du 14 juillet, la fête nationale française. Quelles sont les festivités programmées ?

Comme chaque année, les éléments français au Gabon organisent une prise d'armes au camp de Gaulle. Les membres de la communauté française sont les bienvenus. Ils pourront accéder au camp de Gaulle sur présentation d'une pièce d'identité. Le début de la cérémonie est fixé à 10h30. Elle sera suivie d'un rafraîchissement •

Version PDF du journal téléchargeable

Scannez ce QR code pour accéder à notre site web.

Facebook icon, Twitter icon, Desktop monitor icon, Smartphone icon, Tablet icon

INTERVIEW DE MONSIEUR JOËL GALLATO,  
DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING DE LA SOBRAGA

## SOBRAGA S'ADAPTE ET ADOPTE DES MODES DE PRODUCTION PLUS RESPONSABLES

Par Anne-Marie Jobin

Nous choisissons d'ouvrir cette interview en vous proposant un bref historique, en sept dates, de l'un des fleurons de l'économie gabonaise.

Fondée en 1966 à Libreville, la Sobraga ouvre des unités de production successivement en 1971 à Franceville, en 1972 à Port-Gentil, en 1976 à Oyem et enfin en 1983 à Mouila. En 2008, l'usine de Libreville obtient ces premiers labels internationaux. Aujourd'hui, l'entreprise compte 18 certifications\* pour l'ensemble de ses sites de production\*\* (NDLR Audits prévus dans les semaines à venir pour le renouvellement des certificats sur la sécurité alimentaire).

Le groupe Castel Gabon représente 22 marques et distribue près de 93 références produites localement par ses trois sociétés principales : la Société des brasseries du Gabon (Sobraga), la Société des vins du Gabon (Sovingab), et la Société des boissons de Léconi (Soboleco). Le Groupe produit également des boissons devenues des références sur le marché africain : D'jino, Castel Beer, 33 Export, Beaufort et Régab.

Par ailleurs, et ce n'est plus un secret, le groupe Castel ne produit ni ne distribue plus les boissons du groupe Coca-Cola. L'une des réponses apportées à nos questions nous éclaire sur cette actualité qui a fait couler beaucoup d'encre.

Soutenus par une politique sociale interne appuyée, les quelque 1 500 employés directs entretiennent la culture de l'entreprise et adhèrent aux axes prioritaires menés collectivement. Dans le rapport qui nous a été remis, la RSE est prédominante. Les sujets tels que la consommation responsable, la récupération des bouteilles plastiques et l'utilisation des bouteilles en verre sont au cœur de l'actualité. Autant de thématiques auxquelles nos lecteurs sont particulièrement attentifs.

**EE** Monsieur Joël Gallato, il m'est difficile de prioriser un sujet ! Votre actualité est très riche. Commençons par celle qui suscite une grande curiosité. Vous ne produisez plus les produits Coca-Cola. Pour quelle raison ?

Comme beaucoup le savent, dans la vie, quand la cohabitation devient compliquée, il est préférable de se séparer à l'amiable. Trop de divergences stratégiques nous opposaient et nous, le groupe Castel, avons toujours fait preuve d'indépendance, c'est dans notre ADN.

Cette séparation ne touche pas uniquement le Gabon, mais s'inscrit plus largement à l'échelle du continent. Nos perspectives de développement à partir de nos marques locales, D'jino, Top ou World Cola, notre savoir-faire accumulé depuis soixante ans, notre maîtrise des réseaux de distribution, sont d'indéniables atouts. Nous abordons l'avenir en toute sérénité et travaillons sur les boissons gazeuses comme sur les autres segments de marché. Cette rupture avec ce partenaire n'altère en rien nos projets de

développement auprès des communautés, bien évidemment. Nous venons d'ailleurs de réaliser un diagnostic important de nos relations avec les parties prenantes de notre écosystème. C'est en ce sens que nous travaillons au développement de nos programmes.

**EE** Le fait de placer le développement durable au centre de votre feuille de route vous amène-t-il à transformer singulièrement votre façon de conduire votre production ?

Notre engagement à la Sobraga demeure le même. Nous prenons en compte les problématiques de santé publique et de pouvoir d'achat, et portons toujours un regard sur l'impact environnemental, ce qui nous amène en permanence à proposer des gammes toujours plus variées et de qualité. Nous réduisons ainsi régulièrement la teneur en sucre de nos boissons et promovons l'utilisation du verre consigné pour limiter le conditionnement plastique. Cette démarche est déjà engagée depuis plusieurs années.

**EE** Produirez-vous d'autres boissons pour compléter votre gamme déjà très importante ?

Oui, absolument. Encore et toujours. Il ne vous a pas échappé que nous avons toujours été dynamiques en termes d'offre client. Nous le serons encore davantage. Par exemple : la semaine passée, nous avons mis sur le marché une version de notre produit phare, World Cola, en format verre consigné 50 cl, plus respectueux de l'environnement.

La RSE est un vaste sujet que vous privilégiez. Profitez de cette interview pour préciser votre implication, notamment sur le plan environnemental.

Depuis plus de 50 ans, la Sobraga a toujours été très engagée auprès de ses communautés sur toute l'étendue du territoire national.

Notre soutien en faveur du tissu socio-économique et l'intérêt que nous portons à la préservation environnementale ne sont plus à prouver. Nous nous sommes toujours arrimés aux plus hauts standards internationaux en matière d'environnement



●●● Joël Gallato, directeur commercial et marketing de la Sobraga

et de grandes avancées en interne réduisent considérablement notre empreinte : stations de traitement des eaux usées, valorisation des déchets issus de notre activité (objectif 100 % recyclé en interne), équipements moins énergivores et polluants (gaz à effet de serre), optimisation des consommations énergétiques (eau, électricité, pétrole).

De même, en externe, nous avons posé les jalons d'une économie circulaire vertueuse pour combattre la pollution plastique : partenariats avec des acteurs privés et parapublics (collecte, traitement et transformation du plastique), campagne de sensibilisation grand public sur la gestion des déchets plastiques, création d'opérations d'envergure pour soutenir les précollecteurs (défi des 10 000 bouteilles). Ces actions se traduisent par la rentabilité de notre business model.

**EE** Parlons plus précisément de l'économie circulaire, du process éprouvé que vous avez mis en place pour récupérer les bouteilles plastiques. Pouvez-vous développer les actions menées et nous communiquer quelques chiffres ?

Nous soutenons plusieurs acteurs du secteur, en particulier l'ONG RGEDD, en accompagnant leurs opérations de nettoyage de plages et de quartier, la startup Recyclage & Collecte que

nous avons dotée de moyens roulants pour optimiser son activité, et la PME NAMÉ Recycling que nous accompagnons pour l'implantation d'un site de valorisation à Libreville.

À titre d'exemple, je voudrais citer la grande campagne multicanal lancée en août de l'année dernière et intitulée : « Il n'y a pas de petits gestes lorsque nous sommes des milliers à le faire ». Cette campagne a donné lieu à différentes actions : affichage urbain et insertion presse papier et digitale ; diffusion de capsules vidéo en TV et digital ; jeux-concours de collecte sur Facebook ; jeux-concours radio diffusés (quizz avec gains) ; pose d'un bac de collecte géant à Libreville (rond-point de Nzeng-Ayong).

Grâce à cette campagne de communication et à l'ensemble de ses acteurs et partenaires, la Sobraga a collecté et valorisé plus de 100 000 000 bouteilles plastiques en 2021 contre 10 000 000 en 2019 lors de la mise en place de l'économie circulaire.

**EE** Vous avez lancé une importante campagne baptisée « Je suis un CONSOM'ACTEUR ». Quels résultats marquants soulignez-vous ?

La stratégie RSE du groupe Castel repose sur 6 piliers (cf. image ci-dessous). Ces piliers sont la base de nos prérogatives industrielles (excellence opérationnelle et qualité) et RH (sécu-

rité des agents et bien-être au travail). À l'échelle du Gabon, deux axes prioritaires liés au contexte pays ont été mis en œuvre. L'un concerne l'environnement, avec la lutte contre la pollution plastique, et l'autre la consommation responsable, avec la sensibilisation aux risques d'une consommation excessive de boissons alcoolisées ou sucrées (collaboration avec la Sécurité routière).

**EE** Votre fer de lance est l'exploitation du verre et sa récupération. S'agit-il d'une consigne pour le consommateur ? Le verre est-il appelé à remplacer le plastique ?

Dans l'activité boissons gazeuses, le verre consigné a toujours représenté la grande majorité du marché. Nous souhaitons bien évidemment soutenir ce développement, car l'activité verre consigné a un impact très modéré sur l'environnement, contrairement aux produits plastiques. Cependant, nous considérons que le consommateur doit pouvoir disposer d'un choix qui répondra au mieux à son utilisation. En tant qu'entreprise citoyenne, il est de notre responsabilité vis-à-vis de l'environnement de sensibiliser les populations sur les avantages du verre consigné. C'est la raison pour laquelle nous valorisons le verre par l'intermédiaire de nos campagnes d'affichage.



**EE** La pandémie de covid-19 a-t-elle marqué l'histoire de la Sobraga ? Si oui, de quelle manière ?

Oui, bien entendu, comme pour de très nombreuses entreprises. Nous nous sommes adaptés et avons complètement transformé nos processus. Il était de notre devoir de participer à l'effort national pour assurer d'une part la sécurité maximale de nos équipes et de nos communautés et d'autre

part, la distribution de solution hydroalcoolique produite en interne ainsi que la disponibilité régulière de nos produits : dotation d'eau, livraisons à domicile...

**EE** L'objectif de la Sobraga est de devenir la société préférée des Gabonaises et des Gabonais. C'est un réel défi pour vous de rester leader de votre marché et d'atteindre cet objectif. En interne, vous faites preuve d'une cohésion et d'un esprit d'équipe enviés par

beaucoup. Quelles sont vos méthodes ?

Il n'y a pas de secret, évidemment. Vous citez l'esprit d'équipe, ce qui me ravit, car il fait partie des valeurs cardinales de notre société, avec la responsabilité et la recherche permanente de la qualité.

Se fixer des objectifs élevés reste la meilleure manière de porter haut nos couleurs et d'apporter de la croissance à notre modèle économique.

Aujourd'hui, la recherche de la performance et la volonté d'être une référence en matière de qualité et d'innovation dans notre groupe comme dans notre pays sont nos moteurs pour construire notre développement sur le long terme ●

\* (NDLR 6 qualité, 6 sécurité, 6 environnement)

\*\* (NDLR Audits prévus dans les semaines à venir pour le renouvellement des certificats sur la sécurité alimentaire)

## LES 17 OBJECTIFS DES ODD

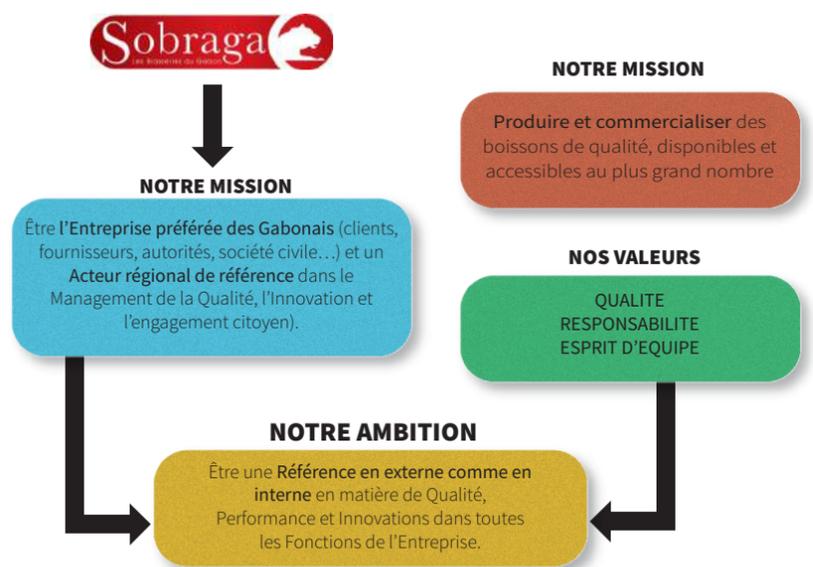
Les objectifs de développement durable (ODD), également nommés objectifs mondiaux, ont été adoptés par les Nations unies en 2015.



Ils sont un appel mondial à agir d'ici à 2030 afin d'éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. Les 17 ODD sont intégrés – reconnaissant que les interventions dans un domaine affecteront les résultats dans d'autres et que le développement doit équilibrer les aspects sociaux, économiques et environnementaux. Les pays se sont engagés à accélérer les progrès pour ceux qui sont les plus en retard. Les ODD sont conçus pour mettre fin à la pauvreté, à la faim, au sida et à la discrimination à l'égard des femmes et des filles. La créativité, le savoir-faire, la

technologie et les ressources financières de toute la société seront nécessaires pour atteindre les objectifs dans tous les contextes.

La Sobraga se distingue déjà dans de nombreux domaines. Plusieurs certifications et reconnaissances l'attestent. Cette société est concernée par 16 de ces objectifs à atteindre et tous les efforts consentis par l'ensemble des acteurs de la Sobraga prouvent qu'ils étudient les meilleurs process pour mettre en accord la vision et les valeurs de l'entreprise avec les attentes des parties prenantes de son écosystème ●



## AIR FRANCE : DU NOUVEAU DU CÔTÉ DE FLYING BLUE !

**Flying Blue, le programme de fidélité d'Air France et KLM annonce plusieurs nouveautés en faveur des familles et des jeunes à l'approche des congés d'été.**

Lancé il y a maintenant trois mois, Flying Blue Famille permet à une « famille », soit jusqu'à huit membres Flying Blue (maximum deux adultes et six enfants de moins de 18 ans), de mettre leurs Miles en commun et donc d'en profiter plus rapidement.

Flying Blue propose également de nouvelles offres dédiées aux plus jeunes, avec notamment une réduction de 25 % sur les billets primes des enfants de 2 à 11 ans voyageant avec un adulte, en réservant directement sur le site d'Air France.

Ou encore, la non-expiration des Miles jusqu'à l'âge de 18 ans.

Il est aussi désormais possible aux membres Flying Blue en congé maternité, paternité ou adoption de bénéficier d'une extension de leur statut actuel pour une année supplémentaire.

Le programme ne cesse d'enrichir ses offres et permet ainsi à ses membres de gagner et dépenser des Miles auprès

d'une large sélection de partenaires aériens, commerciaux et financiers, et de profiter d'une multitude de primes et d'avantages. Mais aussi de faire don de Miles...

En effet, les membres peuvent faire don de Miles à des associations caritatives agissant notamment dans l'humanitaire, l'éducation, la santé ou la protection de l'environnement. Les Miles peuvent ainsi servir à envoyer des fournitures essentielles, prendre soin d'enfants malades, donner vie à des projets créatifs et bien plus encore.

Bertrand Lamoureux, directeur commercial Air France - KLM pour l'Afrique centrale, souligne qu'après le lancement mondial de Flying Blue Famille fin mars et la campagne de triplement de Miles qui a eu lieu en avril dernier pour les membres inscrits en Afrique centrale, d'autres nouveautés Flying Blue pourraient être annoncées d'ici la fin de l'année ●

## Partagez vos Miles simplement, profitez-en plus rapidement.

FLYING BLUE FAMILY

### Découvrez Flying Blue Famille

Les membres Flying Blue peuvent inviter leurs proches à rejoindre leur famille, et mettre en commun leurs Miles pour en profiter plus rapidement !

- Jusqu'à 8 membres\*
- Aucun montant minimum de Miles
- Service gratuit

### Créez votre Famille Flying Blue

1. Rendez-vous sur [airfrance.com](http://airfrance.com) ou [klm.com](http://klm.com)
2. Connectez-vous à votre compte Flying Blue (ou créez-en un)
3. Invitez jusqu'à sept membres Flying Blue à rejoindre votre famille

\* pour un total maximum de 2 adultes et 6 enfants.

Flying Blue est le programme de fidélité de



## CLASSEMENT DES PORTS À CONTENEURS LES PLUS PERFORMANTS EN AFRIQUE EN 2021

**Le port marocain de Tanger Med, qui a démarré ses activités en 2007, connaît un grand essor malgré la covid. Il occupe le 6<sup>e</sup> rang à l'échelle mondiale, et la première position en Afrique.**



À l'exception de quelques ports situés en Afrique du Nord, les infrastructures portuaires africaines figurent parmi les moins performantes au monde en 2021. C'est ce qui ressort de la deuxième édition de l'indice mondial de performance des ports à conteneurs (CPPI), publié fin mai dernier par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence.

Les ports d'Afrique du Nord occupent quatre des cinq premières places dans le classement des ports à conteneurs les plus performants sur le continent africain, selon cet indice qui se base essentiellement sur la durée des cycles de déchargement/chargement des navires au port consignés en 2021, une année marquée par une congestion portuaire inédite et de fortes perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en raison de la pandémie de covid-19.

Pointant au sixième rang mondial sur un total de 370 ports étudiés, le port marocain de Tanger Med est le mieux classé en Afrique, avec un score global de 178,1 points. Viennent ensuite trois ports égyptiens : Port-Saïd (15<sup>e</sup> à l'échelle mondiale), le port de Damiette et le port El Dekheila (139<sup>e</sup> rang mondial).

En République démocratique du Congo, le port de Matadi (171<sup>e</sup> à l'échelle mondiale) arrive en 5<sup>e</sup> position en Afrique, juste devant le port de Berbera (Somaliland), le port de Radès (Tunisie), le port de Conakry (Guinée) et celui de Mogadiscio (Somalie). Le port d'Agadir (Maroc) ferme le top 10 africain. À l'échelle mondiale, le port saoudien du roi Abdallah figure en tête du classement devant ses deux principaux concurrents régionaux, en l'occurrence le port de Salalah en Oman et le port Hamad au Qatar. Le port chinois de Yangshan arrive en 4<sup>e</sup> position devant le port Khalifa d'Abou Dhabi (Émirats arabes unis).

L'indice de performance des ports à conteneurs élaboré par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence repose sur le nombre total d'heures passées par un navire en escale, à savoir le temps écoulé entre son arrivée en rade et son départ du poste d'amarrage une fois l'échange de cargaison effectué ●

### CLASSEMENT DES PORTS À CONTENEURS LES PLUS PERFORMANTS EN AFRIQUE EN 2021 :

1. Port de Tanger Med/Maroc (6<sup>e</sup> rang mondial)
2. Port-Saïd/Égypte (15<sup>e</sup>)
3. Port de Damiette/Égypte (58<sup>e</sup>)
4. Port El Dekheila/Égypte (139<sup>e</sup>)
5. Port de Matadi/RDC (171<sup>e</sup>)
6. Port de Berbera/Somaliland (184<sup>e</sup>)
7. Port de Radès/Tunisie (237<sup>e</sup>)
8. Port de Conakry/Guinée (242<sup>e</sup>)
9. Port de Mogadiscio/Somalie (259<sup>e</sup>)
10. Port d'Agadir/Maroc (261<sup>e</sup>)
11. Port de Casablanca/Maroc (262<sup>e</sup>)
12. Port d'Alexandrie/Égypte (267<sup>e</sup>)
13. Port de Freetown/Sierra Leone (268<sup>e</sup>)
14. Port de Beira/Mozambique (270<sup>e</sup>)
15. Port de Toamasina/Madagascar (279<sup>e</sup>)
16. Port de Takoradi/Ghana (281<sup>e</sup>)
17. Port de Kasr Ahmed/Libye (282<sup>e</sup>)
18. Port de Béjaïa/Algérie (285<sup>e</sup>)
19. Port Victoria/Seychelles (289<sup>e</sup>)
20. Port de Mombasa/Kenya (293<sup>e</sup>)
21. Port d'Owendo/Gabon (302<sup>e</sup>)
22. Port autonome de Dakar/Sénégal (303<sup>e</sup>)
23. Port d'Alger/Algérie (306<sup>e</sup>)
24. Port Elizabeth/Afrique du Sud (312<sup>e</sup>)



**Orabank**  
Gabon

# Réinventez-vous, Orabank vous accompagne !



McCANN

Tél. : 00 (241) 011 79 15 00. [www.orabank.net](http://www.orabank.net)



Orabank, un partenaire à votre écoute

# AVANTIS PRÉSENTE AFRICA UNITED AIRLINES DE L'HÉLICOPTÈRE À L'AVION

**CULTURE – RESPECT – SERVICE, trois mots qui caractérisent la compagnie aérienne Africa United Airlines. Cette nouvelle compagnie aérienne gabonaise aux ambitions régionales et internationales réunit des hommes fiers de leur culture africaine et forts de nombreuses années d'expérience dans l'aviation. La participation engagée de notre équipe italo-africaine témoigne de la dimension internationale de l'entreprise.**

PUBLIRÉDACTIONNEL

Africa United Airlines est née avec l'ambition d'offrir une réponse alternative à la demande croissante des marchés du transport aérien gabonais et africain après la crise liée à la pandémie de covid-19.

Africa United Airlines se donne pour mission de respecter les besoins de sa clientèle et d'y répondre.

Notre politique est entièrement axée sur le client, avec un accent particulier sur l'accueil, l'écoute des besoins des voyageurs et une qualité de services incomparable.

Notre équipe d'assistance à la clientèle se tient à la disposition de nos passagers afin d'améliorer constamment nos services.

Nos lignes domestiques et les futures lignes régionales offrent de nombreuses possibilités de voyager aux citoyens gabonais, aux résidents et aux voyageurs d'autres pays, en rapprochant les villes du Gabon les unes des autres et du reste du monde.

L'augmentation de l'offre de mobilité a toujours été un moteur de l'amélioration des relations sociales et économiques.

Africa United Airlines veut jouer un rôle de premier plan dans la transformation du pays, avec une approche proactive et modérée, et vous invite à partager cet objectif en découvrant nos services.

## ORIGINES ET CARACTÉRISTIQUES

Africa United Airlines est le département avion d'AVANTIS AVIATION & Services, compagnie aérienne spécialisée dans le transport des personnes et du matériel par hélicoptère au Gabon et dans la sous-région, résultat d'un partenariat italo-gabonais de plus de 11 ans.

Plus de quatre-vingt-dix pour cent du personnel est gabonais.

La base opérationnelle se trouve à Libreville à l'aéroport International Léon Mba où sont effectués les travaux d'entretien et de contrôle de la flotte par du personnel spécialisé et certifié.

La compagnie bénéficie d'un excellent retour d'expérience de la part du tissu productif du Gabon.

## NOTRE FLOTTE

Africa United Airlines se distingue par une flotte d'avions modernes et très bien adaptés à notre réseau.

Toutes nos machines répondent aux exigences opérationnelles nationales et internationales.

La maintenance certifiée selon les protocoles fournis par les fabricants et les autorités compétentes, la vérification constante des exigences opérationnelles au sol et en vol, la formation et le professionnalisme de notre personnel font d'un vol avec Africa United Airlines un réel moment de détente.

Les opérations sur moyennes et longues distances sont effectuées principalement par des jets, afin de réduire les temps de vol et améliorer votre confort.

La diversité et la disponibilité de notre flotte nous permettent une grande flexibilité opérationnelle pour garantir à nos passagers un service de qualité.

## NOS LIGNES

Africa United Airlines entre sur le marché du transport aérien en offrant une couverture sur les principales destinations domestiques du Gabon.

Port-Gentil et Franceville seront les lignes de lancement, mais d'autres destinations sont déjà à l'étude, notamment Oyem.

## PRODUITS

### Business class

Une expérience de voyage agréable avec la classe affaires d'America United Airlines.

Le service d'affaires de Africa United Airlines commence au sol avec une zone d'attente réservée et climatisée équipée d'un service bar, du wifi gratuit et de fauteuils confortables où vous pourrez vous détendre en attendant votre départ.

ceux qui choisissent la classe affaires Africa United en veulent davantage.

## Classic

Tous les passagers Africa United Airlines voyageant avec des tarifs Classic bénéficient d'un service spécial qui est au cœur de la mission de notre compagnie aérienne : garantie d'assistance en cas de besoin, espaces de vol soignés et confortables, et service à bord sobre et élégant.

Tous les services sont inclus dans les tarifs Classic qui comprennent également 20 kg de bagages enregistrés et un bagage cabine de 10 kg pour répondre à la plupart des besoins de nos passagers. Le confort de voyage et la ponctualité ne sont pas des exceptions, mais la règle.

## Transport Fret

Les avions modernes qui composent la flotte d'America United

Airlines nous permettent d'offrir un service de fret particulièrement efficace.

Le transport de bagages supplémentaires et l'expédition de biens à votre famille, à vos amis ou pour des raisons professionnelles devient simple !

Les bagages inclus dans le prix de votre billet ne sont pas suffisants ? Lors de votre enregistrement, notre personnel sera à votre disposition pour rechercher le taux de fret le plus avantageux.

Nous proposons plusieurs tarifs adaptés à vos besoins.

## Affrètement

Nos avions sont disponibles à l'affrètement. Notre direction commerciale est à votre disposition pour analyser vos besoins et proposer la solution optimale. Le service peut être activé tant sur des destinations nationales qu'internationales ●

[www.africaunited-airlines.com](http://www.africaunited-airlines.com)

**VOYAGER AUTREMENT**

**AFRICA UNITED**  
airlines

OPERATED BY  
AVANTIS AVIATION & SERVICES

# ANALYSE SECTORIELLE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

**La Banque africaine de développement en collaboration avec le gouvernement gabonais a organisé à Libreville, fin juin, des consultations nationales sur la note de diagnostic pays et le document de stratégie pays pour la période 2016–2022. Les échanges se sont déroulés avec le ministère de la Relance et de l'Économie, les départements techniques des principaux ministères et les partenaires techniques et financiers.**

La Rédaction

« La note de diagnostic pays a pour but d'éclairer le processus de préparation du document de stratégie pays pour la période 2023–2027. À ce titre, elle constitue une base analytique solide pour l'élaboration du Document de stratégie pays, instrument stratégique et de programmation des opérations de la Banque au Gabon », explique Nouridine Kane Dia, responsable pays du groupe de la Banque africaine de développement au Gabon.

La note de diagnostic pays identifie sept secteurs prioritaires pour un développement durable du Gabon, qui seront passés au peigne fin lors de ces consultations nationales. Outre l'amélioration de la gestion publique, le projet de note évoque l'amélioration du climat des affaires et le développement du secteur privé, la diversification des investissements dans le secteur agricole et la promotion de l'agro-industrie ainsi que la poursuite du processus d'industrialisation du pays dans les secteurs du bois, des mines et des hydrocarbures.

Selon la note de diagnostic pays, les perspectives de croissance économique du Gabon sont favorables pour 2022 et 2023 : « La reprise économique amorcée depuis 2021 devrait se poursuivre en

2022 en raison de la remontée des cours du pétrole et de la forte demande pour les produits d'exportation (pétrole, manganèse, bois, huile de palme). La Banque africaine de développement projette pour 2022 un taux de croissance économique de 3,3% et 3,4% pour 2023 », y est-il souligné.

S'agissant du document de stratégie pays pour la période 2016–2022, les consultations nationales feront le bilan des différents projets mis en œuvre au cours de la période visée. Trois projets importants en termes de financement sont en cours de réalisation. Il s'agit de la première phase du projet d'appui au secteur des infrastructures, du volet eau du programme intégré d'alimentation en eau potable et d'assainissement au Gabon et du projet de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes et l'amélioration de la protection sociale.

À la date du 31 mai 2022, le portefeuille actif du groupe de la Banque africaine de développement au Gabon comptait dix projets d'une valeur totale de 671 millions d'euros. Les investissements opérés couvrent les secteurs de la gouvernance, de l'agriculture, de l'eau et l'assainissement, du social et des transports.

## Développements macroéconomiques récents

Alors qu'elle s'était contractée de 1,8 % en 2020, la croissance du PIB a rebondi de 1,3 % en 2021, grâce à l'expansion du secteur non pétrolier, notamment l'huile de palme (120 %) et l'industrie du bois (29,8 %). Estimé à 20,5 % en 2020, le chômage reste élevé, notamment pour les jeunes, exacerbant la pauvreté qui était estimée à 33,4 % en 2017. Le déficit budgétaire s'est creusé, passant de 2,1 % en 2020 à 3,4 % en raison d'une hausse des dépenses d'investissement et des dépenses courantes liées à la crise sanitaire. La dette publique est estimée à 74,7 % du PIB en 2021, contre 77,4 % en 2020. En 2021, l'inflation s'est repliée à 1,1 % contre 1,3 % en 2020, en raison de la maîtrise des prix des transports et des produits alimentaires. En mars 2022, la BEAC a augmenté son taux d'intérêt sur les appels d'offres de 3,5 % à 4 % et son taux de facilité de prêt marginal de 5,25 % à 5,75 %, pour reconstituer les réserves de change régionales. Entre 2020 et 2021, ces réserves sont passées de 3 mois à 3,6 mois d'importations. Le déficit du compte courant s'est réduit de 6 % en 2020 à 3,5 % en 2021, grâce à une augmentation plus forte des exportations (31 %) que celle des importations (9 %). Les performances du secteur bancaire en 2021 ont été soutenues par les mesures prudentielles mises en œuvre par la Commission bancaire de l'Afrique Centrale pour atténuer les effets de la crise sanitaire sur la qualité des actifs et la solvabilité des banques. Une détérioration de la qualité des actifs est prévue pour 2022, car à la fin de 2021, la Commission a retiré ses mesures prudentielles.

## Perspectives et risques

Les perspectives de croissance économique à court terme sont favorables. La croissance du PIB devrait atteindre 3,3 % en 2022 et 3,4 % en 2023, reflétant un secteur non pétrolier dynamique (agriculture, bois et mines). Avec la hausse des prix du pétrole et les réformes



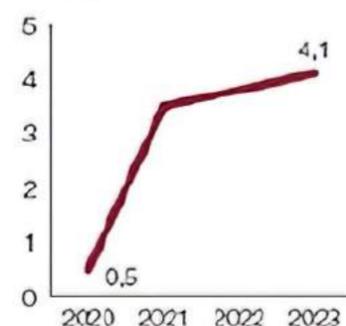
engagées dans le cadre du programme du FMI, le solde budgétaire devrait s'améliorer progressivement pour aboutir à des excédents de 2,3 % du PIB en 2022 et 3,4 %, en 2023. La dette publique devrait continuer à diminuer pour atteindre 70,1 % du PIB en 2023. Pour 2022 et 2023, la Banque prévoit des pressions inflationnistes en raison de la guerre en Ukraine qui devrait affecter essentiellement les prix des denrées alimentaires et du transport. L'inflation devrait s'établir respectivement à 2,9 % et 2,5 % pour 2022 et 2023. Les taux directeurs établis en mars 2022 par la BEAC devraient garantir la stabilité monétaire interne et externe. Le solde du compte courant devrait s'améliorer du fait de la hausse des prix des matières premières exportées (pétrole, huile de palme, or, manganèse) pour atteindre des excédents de 2,9 % en 2022 et 0,7 % en 2023. Ces résultats sont toutefois tributaires de l'exécution des réformes structurelles en cours ainsi que des évolutions de la pandémie et de la guerre en Ukraine.

## Changement climatique et options de politiques publiques

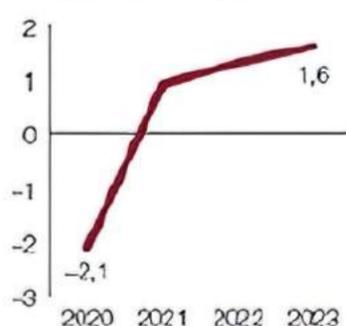
Le Gabon se classe 130<sup>e</sup> sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Il est exposé à une élévation du niveau de

la mer, à des inondations fréquentes et à l'érosion côtière, qui affectent des secteurs clés tels que l'hydroélectricité, l'agriculture, la pêche et les forêts. Les autorités ont pris des mesures pour protéger la faune et la flore avec la création de zones protégées couvrant 11 % du territoire national. L'adoption du Code forestier en 2001 a contribué à renforcer la résilience des terres forestières. Le Gabon dispose d'un cadre politique, institutionnel et juridique relativement développé, intégré à la stratégie nationale de développement. Le pays révisé actuellement sa CDN (Content Delivery Network) avec pour objectif de réduire ses émissions de carbone de 50 % d'ici 2025. La forêt couvre 88 % de son territoire et constitue un réservoir de carbone, absorbant quatre fois plus de CO<sub>2</sub> qu'elle n'en émet. Le pays vise à monétiser ses crédits carbone, estimés à 5 m<sup>ds</sup> de dollars en 2021, et compte utiliser et monétiser le gaz torché pour réduire sa dépendance aux importations de produits finis et passer à l'énergie verte. Le Gabon torché environ 35 m<sup>ds</sup> de pieds cubes de gaz par an, ce qui représente environ 200 MW d'électricité. Pour atteindre un niveau plus écologique en matière d'électricité et de transport, il doit surmonter des défis technologiques, infrastructurels, financiers et réglementaires ●

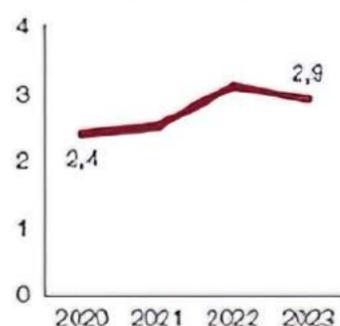
Taux de croissance du PIB réel (%)



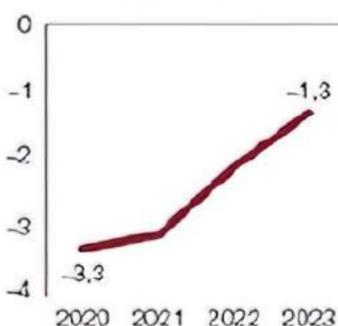
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



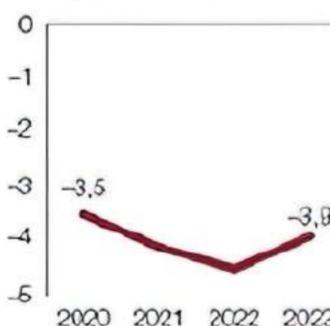
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Les données datent d'avril 2022 et proviennent des autorités nationales. Pour 2021, il s'agit d'estimations, et pour 2022, de prévisions fondées sur les calculs des auteurs.

# « CHALLENGE STARTUPPER DE L'ANNÉE » PAR TOTALENERGIES : TROIS PROJETS RÉCOMPENSÉS

Les lauréats de l'édition 2022 du « Challenge Startupper de l'Année » organisé par la compagnie TotalEnergies ont été distingués lors d'une cérémonie de remise des prix le jeudi 14 avril à l'immeuble GML.

PUBLIRÉDACTIONNEL

Paul Agbo Alogui Lavoula a remporté le prix du meilleur projet de création d'entreprise avec Revadac. Chrystopher Secky Moukongho, de la startup 3S (Solar System and Service), a été récompensé dans la catégorie de la meilleure startup de moins de 3 ans. Enfin, Julia Nyama Boussougou, de Biochar, a été désignée meilleure femme entrepreneuse.

Les projets ont été évalués selon trois critères :

Leur alignement sur les 17 objectifs de développement durable (ODD) tels que définis par l'Onu : ces objectifs doivent être atteints d'ici à 2030 pour répondre aux défis

globaux de la pauvreté, de la protection de la planète, de la paix et de la prospérité et TotalEnergies s'est engagé dès 2016 à participer à la réalisation des ODD et à structurer sa démarche de développement responsable afin d'apporter une contribution significative à cet effort collectif.

Leur caractère innovant : l'apport de solutions nouvelles et/ou complémentaires pour répondre à des difficultés rencontrées dans le pays.

Leur faisabilité dans les années à venir : un modèle économique viable, des compétences complémentaires et pertinentes ainsi qu'une vision claire du développement du projet.

Au Gabon, 430 inscriptions ont été déposées, dont 90 dossiers complets. 15 finalistes ont pu présenter leur projet devant le jury local d'experts.

Les 3 lauréats de cette troisième édition du « Challenge Startupper de l'Année » recevront une aide financière d'un montant de 15 000 000 FCFA chacun. Ils bénéficieront également d'une visibilité médiatique et d'un accompagnement personnalisé pour le développement de leur projet en collaboration avec JA Gabon.

Pour rappel, le challenge « Startupper de l'Année » réaffirme la volonté de TotalEnergies de soutenir le développement socio-économique des pays dans lesquels la compagnie est implantée en Afrique. À travers le « Challenge Startupper », TotalEnergies contribue au renforcement du tissu économique local grâce à l'appui apporté aux entrepreneurs les plus innovants dans la réalisation de leur projet.

À propos des projets lauréats :

- **Revadac** est fondé sur la récupération et la valorisation des déchets. Dans un premier temps, l'accent est mis sur les déchets plastiques, mais d'autres déchets seront intégrés par la suite. Une partie du plastique traité sera broyée pour être commercialisée sous forme de paillettes auprès des structures de plasturgie. L'autre partie sera revalorisée en pavés écologiques pour l'aménagement des voiries, espaces publics et allées des maisons, mais également en carrelages plastiques, lampes, jardinières et autres produits, afin de promouvoir le « made in Gabon » dans l'industrie du plastique.

- **Solar System and Services (3S)** veut donner la possibilité aux couches les plus modestes de s'alimenter en électricité et en eau potable. 3S ambitionne d'utiliser les énergies renouvelables pour l'électrification, l'adduction d'eau potable, l'éclairage public et la signalisation routière, principalement dans les zones rurales. La startup propose des équipe-

ments d'électrification portatifs, mobiles et fixes, autonomes et hybrides, et veut installer des centrales solaires pouvant alimenter 30 foyers, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.

- **Biochar made in Gabon** veut proposer des solutions à la gestion des ordures ménagères et pour la réduction du chômage des jeunes au Gabon. On peut décrire le biochar comme un charbon écologique obtenu principalement par pyrolyse de matières organiques, c'est-à-dire par décomposition de résidus forestiers ou d'ordures ménagères biodégradables par la chaleur en l'absence d'oxygène. Ce biochar peut être utile dans plusieurs secteurs d'activités et vient contribuer à l'amélioration de l'environnement à travers la réduction de la pollution de l'air, de l'eau et des terres par les déchets. La production du biochar passe par la collecte, le tri, le nettoyage, séchage, la carbonisation, le compactage et enfin le séchage des matières organiques •

## STARTUPPER DE L'ANNÉE

Julia  
NYAMA BOUSSOUGOU

Paul  
AGBO ALOGUI LAVOULA

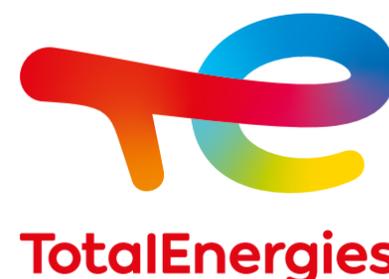
Chrystopher  
SECKY MOUKONGHO



Découvrez  
les projets sur



[startupper.totalenergies.com](https://startupper.totalenergies.com)





## Carte Visa et MasterCard acceptées dans nos stations TotalEnergies.

Effectuez tous vos achats avec vos cartes bancaires  
dans les stations TotalEnergies : BROTTIER, AMBOWE,  
OKALA, AEROPORT, PONT MPIRAH et NOMBA DOMAINE



**TotalEnergies**

# 12 ANS ARTF



Le ferroviaire et les nouveaux enjeux de son repositionnement

---

# CEO FORUM - OIF - VIVATECH LE GABON PRÉSENT À TOUS LES RENDEZ VOUS

**La Francophonie, ce sont 88 États et gouvernements répartis sur 5 continents ; 14 % de la population mondiale ; 16 % du produit national brut mondial et 20 % du commerce mondial de marchandises.**

Par la Rédaction



**06-08 juillet 2022 - Libreville - OIF : 2<sup>e</sup> mission économique et commerciale de la Francophonie**

Ce lundi 20 juin, les locaux du ministère des Affaires étrangères ont servi de cadre à la réunion de restitution du niveau d'avancement des travaux préparatoires de l'organisation de la deuxième mission économique et commerciale de la Francophonie. Une mission

conduite par Madame le secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo, qui permettra à de nombreuses entreprises des régions francophones de s'imprégner des opportunités qu'offre le Gabon en matière d'investissements.

Cette réunion de restitution s'est déroulée en présence d'Yves Fernand Manfoumbi, ministre du Commerce et des PME, de

Hugues Mbadinga Madiya, ministre de la Promotion des Investissements, des Partenariats public-privé, chargé de l'Amélioration de l'environnement des affaires, et de Michael Moussa Adamo, ministre des Affaires étrangères. Il était question pour les membres du Gouvernement de s'imprégner de l'état d'avancement de l'organisation de cette mission qui accueillera de nombreuses entreprises des pays membres de la Francophonie.

En effet, du 6 au 8 juillet prochain, Libreville sera l'hôte de la deuxième mission économique et commerciale de la Francophonie. Un événement qui réunira entre 200 et 250 partenaires potentiels qui pourront prospecter le marché gabonais pour faire des affaires. Notons que cette mission sera marquée par un forum de haut niveau avec les autorités politiques et économiques du Gabon ; des rencontres B2B avec de grands groupes et des PME locales, entre agences de promotion commerciale et d'investissement, banques et institutions de financement régionales ; et enfin des visites « sur mesure » d'entreprises innovantes et des activités de réseautage.

Il faut souligner que cette mission économique et commerciale de la Francophonie constitue une véritable opportunité pour le Gabon au vu du poten-

tiel que représente l'espace économique de cette organisation. En effet, à cette occasion, une délégation importante du gouvernement gabonais représenté par Rose Christiane Ossouka Raponda, Premier ministre-chef du gouvernement, a présenté le Plan d'accélération de la transformation (PAT), stratégie de développement du Gabon, et les nombreuses opportunités d'investissement qu'offre notre pays. Ce forum a permis de mettre en exergue les potentialités reconnues de notre pays dans la sous-région en termes d'environnement des affaires et de projets d'investissement public-privé.

**13 et 14 juin 2022 - Abidjan - Africa CEO Forum Afrique : les stratégies pour une relance durable**

Le rendez-vous annuel du secteur privé africain le plus important porte la voix des leaders économiques dans les grands débats structurants pour les économies africaines, notamment dans les domaines de l'intégration régionale, du développement des infrastructures ou encore de l'impact de révolutions technologiques. Durement frappé économiquement par la pandémie de covid-19, le continent africain retrouve le chemin de la croissance. Selon les prévisions du Fonds monétaire international,

après une contraction inédite en 2020, l'activité de l'Afrique subsaharienne devrait croître de 3,7 % en 2021 puis de 3,8 % en 2022. Cette croissance est le fruit d'une hausse des cours des matières premières, notamment du pétrole, mais aussi de la reprise du commerce mondial. Un rebond bienvenu, mais encore inégal, l'Afrique ne disposant pas des mêmes capacités financières que les autres continents pour épauler ses entreprises, préserver ses emplois et ses populations, et accéder aux vaccins. Quelles sont les voies nouvelles pour accélérer le développement du continent et son industrialisation, et quelle contribution peuvent apporter les entreprises investies en Afrique ? Comment mieux structurer et financer des écosystèmes d'innovation pour mieux tirer profit des technologies de rupture, de l'essor du numérique et de la fintech ? Les villes nouvelles constituent-elles une réponse au défi de l'urbanisation ? Quelle place la France et l'Europe peuvent-elles avoir aux côtés de l'Afrique, dans le cadre de leur partenariat renoué ? Après la COP 26, comment accélérer la transition écologique ?

Autant de questions posées notamment lors de la 10<sup>e</sup> édition de l'Africa Forum les 13 et 14 juin à Abidjan ●

## VIVATECH, RENDEZ-VOUS DES STARTUPS ET DE L'INNOVATION

# LE PLUS GRAND ÉVÉNEMENT EUROPÉEN DÉDIÉ AUX STARTUPS ET AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Du 15 au 18 juin, ce salon organisé au centre de Paris a réuni l'ensemble des acteurs qui font bouger l'économie et la société : startups, industriels, grands groupes, investisseurs, chercheurs, mais aussi des organismes publics, des écoles, etc. Les connexions et collaborations entre tous ces acteurs économiques et la tech font naître de nouvelles opportunités de croissance pour les entreprises et les startups. La mission principale de Vivatech est de mettre en lumière les innovations au service des grands enjeux sociétaux, environnementaux, économiques et humains pour bâtir une société plus durable et plus inclusive.**

Par la Rédaction

**Un format hybride ambitieux et des thématiques fortes**

Un rendez-vous annuel où le nec plus ultra de la tech mondiale vient afficher ses produits, faire valoir ses marques et se prévaloir de ses innovations disruptives. Pendant les quatre jours de l'exposition, des milliers de visiteurs ont pu découvrir des technologies en tous genres (drones, AR, VR, Metaverse, voitures sans conducteur, robots...), mais aussi assister à des dizaines de panels, discussions et pitches.

La mise en perspective des avancées de la tech en Afrique par rapport au reste du monde est largement à la hauteur. On peut constater que les enjeux pour l'Afrique sont essentiellement l'investissement, l'emploi, la propriété intellectuelle, le fondement d'une économie de la connaissance. On gagnera à y prêter attention. Pour ce qui est des entreprises existantes, le constat est évident : les entreprises ont apprivoisé la tech et, à travers des programmes d'accélération, venture building et open innovation, ont réussi à s'impré-



●●● La Sing présente l'écosystème national à l'Africatech Award

gnier d'une agilité certaine et d'une certaine innovation.

Concernant le Gabon, la Société Sing-Pay, produit de la Sing, a été retenue parmi les 15 projets de Fintech prometteurs en Afrique. L'objectif et la mission de SingPay sont de faciliter l'intégration des moyens de paiement dans les différentes solutions d'un écosystème digital en croissance, en baissant un certain nombre de barrières à l'entrée, notamment pour les projets en démarrage et les projets de l'administration

publique. Sa présence au salon lui a permis de nouer des relations avec des porteurs de projets venus notamment du Cameroun, de Tunisie, du Maroc et de France. Ces rencontres ont fait l'objet de la signature de contrats de partenariat avec certaines startups. Ce fut aussi l'occasion de profiter d'une visibilité, d'échanger avec des acteurs clés et avec des investisseurs potentiels.

La prochaine édition de ce salon est programmée du 14 au 17 juin 2023. Yannick Ebibie, directeur général de la Sing, est prêt et s'engage à mettre sur pied un pavillon Gabon lors des Africa Tech Awards afin d'y présenter des startups gabonaises ●

À propos de la Sing. Depuis ses débuts en 2018, la Sing SA a pour mission principale de soutenir la compétitivité de l'économie africaine, et principalement gabonaise, grâce à la transformation digitale des startups, PME, entreprises et administrations. Elle se positionne comme une société de services en innovation et met un accent particulier sur la sécurité des données et l'intégrité des ressources informatiques connectées ou installées sur un réseau d'entreprise.

## GHANA : POUR PARLER AVEC LE FMI POUR UN PLAN DE SAUVETAGE ÉCONOMIQUE

En grande difficulté avec une croissance économique modeste de 3,3% à fin mars, une inflation galopante de 27,6% en mai, des réserves de change en forte baisse et un ratio d'endettement de près de 80% du PIB, le Ghana, qui refusait initialement toute aide extérieure, se résigne finalement à solliciter le FMI.

Selon plusieurs sources, une délégation du FMI est attendue ce 5 juillet à Accra pour discuter d'un programme de sauvetage visant à donner une bouffée d'oxygène à l'économie ghanéenne en perte de vitesse depuis la pandémie de covid-19.

Si cette présence du FMI est loin de faire l'unanimité, elle permettrait au Ghana, qui ne peut recourir aux marchés financiers internationaux du fait de ses notes de crédits « Caa1 » et « B- » accordées par Moody's et Fitch Ratings, de bénéficier de ressources pour soutenir son économie.



Dans une situation similaire en 2015, le pays avait obtenu de l'institution de Breton Woods un prêt d'environ 1 m<sup>d</sup> de dollars en contrepartie d'une baisse rigoureuse des dépenses d'État.

À noter qu'à fin mars 2022, le Ghana affichait une balance des paiements déficitaire de 934,5 millions de dollars contre 429,9 millions à la même période l'an dernier.

## SÉNÉGAL : LE PIB NOMINAL PROGRESSE À 3 586 M<sup>ds</sup> DE F CFA AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

Au Sénégal, l'économie a connu une bonne orientation durant le premier trimestre 2022. Pour preuve, le produit intérieur brut (PIB) nominal s'est établi à 3 586 m<sup>ds</sup> de F CFA (5,47 m<sup>ds</sup> d'euros) fin mars 2022, contre 3 351 m<sup>ds</sup> de F CFA (5,1 m<sup>ds</sup> d'euros) fin mars 2021, soit une hausse de 235 m<sup>ds</sup> de F CFA, selon les données de l'Ansd, Agence sénégalaise de la statistique.

S'agissant du PIB réel, corrigé des variations saisonnières (CVS), il est en croissance de 5,2% au premier trimestre 2022, en glissement annuel.

Ce dynamisme économique s'est traduit par une consolidation des secteurs tertiaire (+6,5%) et primaire (+4,0%) associée à une embellie de la production du secteur secondaire (+2,4%).

On note également une augmentation de 6,9% des taxes nettes sur les produits, en termes réels.



Parallèlement, sous l'angle de la demande, le regain d'activité économique au premier trimestre de 2022 a été dominé par la progression des exportations de biens et services (+10,4%), de l'investissement (+8,4%) et de la consommation finale (+7,5%).

## CAMEROUN : 33 M<sup>ds</sup> DE F CFA DE LA SFI POUR L'ACCÈS AU GAZ DOMESTIQUE



La Société financière internationale (SFI), branche du groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, va octroyer 50 millions d'euros, soit 32,7 m<sup>ds</sup> de F CFA, à Bocom Petroleum SA (Bocom), l'un des principaux exportateurs et distributeurs camerounais de produits pétroliers.

Ce financement comprend un prêt de 25 millions d'euros (16,3 m<sup>ds</sup> de F CFA) sur fonds propre de la SFI, 15 millions d'euros (9,8 m<sup>ds</sup> de F CFA) accordés au titre du mécanisme de financements mixtes du guichet de promotion du secteur privé de l'Ida (branche concessionnelle de la Banque mondiale), et d'un prêt parallèle de 10 millions d'euros (6,5 m<sup>ds</sup> de F CFA) qui sera mobilisé auprès d'une institution de financement du développement de premier plan.

L'enveloppe permettra à Bocom de développer ses activités sur l'ensemble du territoire camerounais, en renforçant la capacité de son principal centre de stockage et de remplissage de gaz de pétrole liquéfié (GPL). Elle favorisera également la mise en place de nouveaux centres de distribution régionaux et l'acquisition de camions de transport de bouteilles de GPL.

Ces investissements engendreront la création de 160 emplois formels directs. Par ailleurs, ils visent à favoriser l'accès à des combustibles de cuisson plus propres et plus fiables, en particulier pour les ménages ruraux mal desservis. Ainsi, à travers cet appui, Bocom augmentera l'accès au GPL dans le pays afin de réduire l'utilisation de combustibles plus polluants tels que le charbon de bois, le bois de chauffage et la sciure qui contribuent à la déforestation et sont nuisibles à la qualité de l'air.

Soulignons que la stratégie de la SFI au Cameroun vise à soutenir les initiatives dans les énergies renouvelables, l'agro-industrie, le secteur manufacturier et l'accès des au financement des PME.



✓ **Affrètements aériens, vols à la demande**  
charter and on-demand flights

✓ **Location**  
Aircraft leasing

✓ **Achat et vente d'avions**  
Aircraft sales and purchase



Avion VIP



Avion Cargo



Avions de ligne



Avions médicalisés



Hélicoptères

**VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :**  
**VMS AERO, your aero partner with a global presence :**

United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Email : [contact@vms.aero](mailto:contact@vms.aero)  
Tel : +33 6 20 31 19 03 / +241 62 24 24 02



**UN PARTENAIRE FIABLE  
POUR LE DÉSENCLAVEMENT  
DES POPULATIONS  
ET LE DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE DU GABON**

# Pour ma planète et Pour ma poche, je choisis le verre consigné



- ▶ *Conserve mieux la qualité*
- ▶ *Moins cher*
- ▶ *Ecologique*

*#jèmengage*

Mon pouvoir, c'est ma décision

Elite

**Sobrag**   
Les Brasseries du Gabon